

BCEAO
BANQUE CENTRALE DES ETATS
DE L'AFRIQUE DE L'OUEST

REPUBLIQUE DU NIGER
MINISTERE DES FINANCES
**Comité de la Balance
des Paiements**

BALANCE DES PAIEMENTS ET POSITION EXTERIEURE GLOBALE

NIGER 2021



BCEAO
BANQUE CENTRALE DES ETATS
DE L'AFRIQUE DE L'OUEST

REPUBLIQUE DU NIGER
MINISTERE DES FINANCES
Comité de la Balance des Paiements

BALANCE DES PAIEMENTS ET POSITION EXTERIEURE GLOBALE

NIGER 2021

TABLE DES MATIERES

	<u>Pages</u>
AVANT-PROPOS	2
ABREVIATIONS ET SIGLES	3
LISTE DES TABLEAUX	4
LISTE DES ENCADRES	4
LISTE DES GRAPHIQUES	5
RESUME	6
INTRODUCTION	8
I. COMPTE DES TRANSACTIONS COURANTES	13
1.1. Balance commerciale de biens.....	15
1.1.1. Exportations de biens	17
1.1.1. 1. Evolution globale des exportations de biens.....	17
1.1.1. 2. Composition des exportations de biens.....	18
1.1.1. 3. Orientation géographique des exportations.....	21
1.1.2. Importations de biens.....	22
1.1.2. 1. Evolution globale des importations de biens.....	22
1.1.2. 2. Composition des importations de biens.....	23
1.1.2. 3. Orientation géographique des importations.....	24
1.2. Balance des services	25
1.2.1. Transports	26
1.2.2. Voyages	26
1.2.3. Autres services	26
1.3. Compte du revenu primaire.....	27
1.4. Compte du revenu secondaire.....	28
II. COMPTE DE CAPITAL	29
III. COMPTE FINANCIER	29
IV. CAPITAUX MONETAIRES	31
4.1. Avoirs et engagements de la Banque Centrale.....	31
4.2. Avoirs et engagements des autres institutions de dépôts	32
4.3. Avoirs et engagements de la Banque Centrale et des autres institutions de dépôts	32
V. POSITION EXTERIEURE GLOBALE	33
CONCLUSION	35
ANNEXES	37

AVANT-PROPOS

La balance des paiements est un état statistique qui comptabilise l'ensemble des flux économiques et financiers entre les résidents d'un pays et les non-résidents au cours d'une période déterminée, généralement une année. Elle constitue, de ce fait, un outil indispensable d'aide à la décision pour les Autorités et les agents économiques.

A l'instar des autres pays membres de l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA), la balance des paiements du Niger est établie chaque année par la Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO) et validée par le Comité National de la Balance des Paiements (CNBP). Des estimations de cette balance sont régulièrement produites sur la base des informations disponibles pour les besoins internes de la BCEAO, des services officiels et des missions du FMI.

Le CNBP est l'organe de validation des données, conformément aux dispositions du Règlement communautaire N°09/2010/CM/UEMOA du 1^{er} octobre 2010, relatif aux relations financières extérieures des Etats membres de l'UEMOA.

La balance des paiements et la Position Extérieure Globale (PEG) du Niger sont élaborées selon la méthodologie définie dans la 6^e édition du Manuel de la Balance des Paiements et de la Position Extérieure Globale (MBP6) élaboré par le FMI, parue en 2008.

Le présent document retrace les principales évolutions qui ont caractérisé les paiements extérieurs du Niger au cours de l'année 2021¹. Après un bref aperçu de l'environnement économique international, régional et national qui a marqué l'année sous revue, il fait une présentation détaillée des balances intermédiaires et de la Position Extérieure Globale (PEG).

Cependant, en dépit des efforts déployés par les services de la BCEAO dans le cadre de l'élaboration de la balance des paiements, les statistiques qui y sont présentées peuvent contenir des insuffisances liées essentiellement au caractère informel des activités des filières agropastorales et à leur poids dans l'économie nigérienne.

Enfin, pour toute demande d'informations complémentaires sur cette publication, le lecteur pourra s'adresser, par courrier classique ou électronique ou par télécopie, à la Direction Nationale de la BCEAO pour le Niger à l'adresse suivante :

Contact :

Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO)

Rue de l'Uranium 8001 Niamey Plateau, BP 487 Niamey-Niger

Tél : (227) 20 72 24 91/92, fax : (227) 20 73 47 43

Site web : <http://www.bceao.int>, E-mail : courrier.HDN@bceao.int

¹ Dans tout le document, sauf mention contraire, l'unité monétaire utilisée est le franc CFA.

ABREVIATIONS ET SIGLES

AEN	Avoirs Extérieurs Nets
AIDH	Aéroport International Diori Hamani
ANIPEX	Association Nigérienne de Promotion des Exportations
APU	Administration Publique
BCEAO	Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest
BID	Banque Islamique de Développement
BPT	Balance des Paiements en terme de Transactions
BTP	Bâtiments et Travaux Publics
CAF	Coût, Assurances, Fret
CAPEG	Cellule d'Analyse des Politiques Publiques et d'Evaluation de l'Action Gouvernementale
CNBP	Comité National de la Balance des Paiements
CCIN	Chambre de Commerce et d'Industrie du Niger
CNODC	China National Oil and Gas Development and Exploration Corporation
CNPC-NP	China National Petroleum Corporation – Niger Petroleum
CNUT	Conseil Nigérien des Utilisateurs des Transports Publics
COMINAK	Compagnie Minière d'Akouta
DGD	Direction Générale des Douanes
DTS	Droits de Tirages Spéciaux
FED	Fonds Européen de Développement
FISEC	Fichier des Situations des Etablissements de Crédit
FMI	Fonds Monétaire International
FNUAP	Fonds des Nations Unies pour la Population
FOB	Franco à Bord (Free on Board)
IDE	Investissements Directs Etrangers
I-3N	Initiative les Nigériens Nourrissent les Nigériens
INS	Institut National de la Statistique
MBP6	6 ^e Edition du Manuel de la Balance des Paiements et de la Position Extérieure Globale du FMI
ONG	Organisation Non Gouvernementale
PDES	Plan de Développement Economique et Social
PEF	Programme Economique et Financier
PEG	Position Extérieure Globale
PIB	Produit Intérieur Brut
PNG	Position Nette du Gouvernement
PNUD	Programme des Nations Unies pour le Développement
PTF	Partenaires Techniques et Financiers
SDDCI	Stratégie de Développement Durable et de Croissance Inclusive
SML	Société des Mines du Liptako
SOMAIR	Société des Mines de l'Aïr
SOMINA	Société des Mines d'Azelik
SONIDEP	Société Nigérienne des Produits Pétroliers
SORAZ	Société de Raffinage de Zinder
TOFE	Tableau des Opérations Financières de l'Etat
UE	Union Européenne
UEMOA	Union Economique et Monétaire Ouest Africaine
UMOA	Union Monétaire Ouest Africaine
UNICEF	Fonds des Nations Unies pour l'Enfance

LISTE DES TABLEAUX

Tableau 1 : Evolution du solde global de la balance des paiements	page 12
Tableau 2 : Evolution des transactions courantes.....	page 13
Tableau 3 : Evolution de la balance commerciale de biens.....	page 15
Tableau 4 : Evolution des exportations selon les différents postes de biens.....	page 17
Tableau 5 : Evolution du service de la dette extérieure sur les exportations.....	page 21
Tableau 6 : Evolution des importations FOB de biens.....	page 23
Tableau 7 : Evolution de la balance des services.....	page 25
Tableau 8 : Evolution du poste « transports ».....	page 26
Tableau 9 : Evolution du poste « voyages ».....	page 26
Tableau 10 : Evolution du poste « Autres services ».....	page 26
Tableau 11 : Evolution de la balance du revenu primaire.....	page 27
Tableau 12 : Evolution des revenus nets des investissements.....	page 28
Tableau 13 : Evolution de la balance du revenu secondaire.....	page 28
Tableau 14 : Evolution du compte de capital.....	page 29
Tableau 15 : Evolution du compte financier.....	page 29
Tableau 16 : Evolution des créances et engagements extérieurs de la Banque Centrale.....	page 31
Tableau 17 : Evolution des créances et engagements extérieurs des banques.....	page 32
Tableau 18 : Evolution des Actifs Extérieurs Nets (AEN).....	page 32
Tableau 19 : Stocks d'actifs et de passifs financiers entre 2020 et 2021.....	page 33
Tableaux annexes.....	page 38

LISTE DES ENCADRES

Encadré 1 : Mise en œuvre du Plan de Développement Economique et Social (PDES 2017 2021).....	page 14
Encadré 2 : Impacts macroéconomiques du pipeline d'exportation du pétrole brut	page 19

LISTE DES GRAPHIQUES

Graphique 1 : Solde global de la balance des paiements du Niger de 2011 à 2021.....page 13

Graphique 2 : Balance des biens et services et balance courante de 2011 à 2021.....page 14

Graphique 3 : Evolution des composantes de la balance commerciale de 2011 à 2021..... page 16

Graphique 4 : Evolution des ratios de la balance commerciale de 2011 à 2021page 16

Graphique 5 : Exportations en valeur des principaux produits de 2011 à 2021.....page 17

Graphique 6 : Evolution du prix du kilogramme d'uranium (en FCFA) de 2011 à 2021page 18

Graphique 7 : Répartition des exportations par zone géographique en 2020 à 2021page 21

Graphique 8 : Répartition des exportations vers la zone UEMOA en 2020 à 2021page 23

Graphique 9 : Importations en valeur par grands groupes de produits de 2011 à 2021.....page 21

Graphique 10 : Parts des principaux pays partenaires à l'importation en 2011 et 2021.....page 24

Graphique 11 : Parts des importations en provenance de l'UEMOA en 2020 et 2021.....page 25

Graphique 12 : Evolution des investissements directs étrangers (IDE) de 2011 à 2021..... page 30

Graphique 13 : Ventilation géographique des stocks d'actifs et de passifs financiers en 2021...page 34

RESUME

En 2021, l'environnement économique et financier international a été marqué par une nette reprise des activités, après la forte récession induite par la crise de la Covid-19 avec notamment ses conséquences économiques et financières. Selon les estimations du FMI publiées en octobre 2022, l'économie mondiale a enregistré une croissance de 6,0% en 2021, après la contraction de 3,1% en 2020, portée essentiellement par un regain de dynamisme de la demande, consécutif à l'assouplissement des restrictions sanitaires et les mesures d'accompagnement prises, notamment les soutiens budgétaires et monétaires.

Au plan national, la situation économique s'est ressentie par la mise en œuvre du Plan de Développement Economique et Social (PDES 2017-2021) et du programme du Millenium Challenge Corporation (MCC). Elle a également été marquée par une forte mobilisation d'appuis financiers extérieurs et la poursuite des travaux de construction du barrage de Kandadji et du projet d'extension de l'exploitation pétrolière par la CNPC-NP. On note également l'ouverture de la frontière avec le Nigéria, marquant ainsi la reprise des échanges entre les deux pays. Cependant, l'arrêt précoce des pluies a conduit à une baisse de la production céréalière de plus de 37% au titre de la campagne 2021/2022. Ainsi, le taux de croissance réel est ressorti à 1,4% en 2021 contre 3,6% en 2020, selon les dernières estimations de l'INS.

Dans ces conditions, la balance des paiements du Niger est ressortie excédentaire de 140.213 millions en 2021 contre un déficit de 80.036 millions en 2020, en raison de l'accroissement de l'excédent du compte financier, beaucoup plus important que le déficit des transactions courantes et de capital.

En effet, le déficit structurel de la balance courante s'est aggravé de 11,4%, imputable essentiellement à la détérioration de la balance des biens et services ainsi que du revenu primaire, atténuée par l'accroissement de l'excédent du revenu secondaire.

Le déficit commercial a connu une aggravation de 115.750 millions ou 14,9% en 2021, passant de 777.533 millions en 2020 à 893.282 millions en 2021, résultant d'une importante hausse des importations (+145.304,4 millions), malgré la hausse des exportations (+29.554,6 millions). Les exportations sont passées de 642.345 millions en 2020 à 671.900 millions en 2021, soit une hausse de 4,6%, sous l'impulsion principalement des ventes des produits pétroliers (+24,10%) et agropastoraux (+16,4%), en dépit de la contraction enregistrée au niveau des expéditions uranifères (-27,84%) du fait de la fermeture de la COMINAK.

Le solde du revenu primaire s'est dégradé de 11.549,6 millions pour s'établir à -131.282 millions en 2021, en liaison principalement avec la hausse des revenus des investissements, notamment les intérêts sur la dette extérieure.

Le solde du revenu secondaire s'est établi à 375.680 millions en 2021 contre 343.381 millions un an plus tôt, en rapport avec la hausse des envois de fonds des travailleurs et les réceptions des ONG.

Le solde du compte de capital s'est situé à 489.314 millions en 2021 contre 405.983 millions en 2020. Ce mouvement haussier est imputable essentiellement aux transferts en capital reçus par l'Etat.

Le solde du compte financier, qui retrace les acquisitions nettes d'actifs et les accroissements nets de passifs financiers, est passé de -563.622 millions en 2020 à -822.402 millions en 2021, en lien avec les évolutions favorables des investissements directs étrangers et des investissements de portefeuille.

INTRODUCTION GENERALE

1. ENVIRONNEMENT ECONOMIQUE INTERNATIONAL

L'environnement économique et financier international en 2021 a été marqué par une nette reprise des activités, après la forte récession induite par la crise de la Covid-19 avec notamment ses conséquences économiques et financières. Selon les estimations du FMI publiées en octobre 2022, l'économie mondiale a enregistré une croissance de 6,0% en 2021, après la contraction de 3,1% en 2020, portée essentiellement par un regain de dynamisme de la demande, consécutif à l'assouplissement des restrictions sanitaires et les mesures d'accompagnement prises par les économies, notamment les soutiens budgétaires et monétaires.

Au niveau des économies avancées, on note un renforcement de l'activité économique, avec une croissance de 5,2% enregistrée en 2021 contre une baisse de -4,5% en 2020. Aux Etats-Unis, l'activité économique a repris avec une croissance de 5,7%, après une contraction de 3,4% en 2020. Quant à la zone euro, l'activité économique s'est également renforcée de 5,2% en 2021, contre une importante baisse de 6,3% enregistrée en 2020.

Au niveau des pays émergents et en développement, le taux de croissance est ressorti à 6,6% en 2021 contre une contraction de 2,1% en 2020. En Chine, la croissance s'est renforcée davantage passant de 2,3% en 2020 à 8,1% en 2021, en dépit de la crise qu'a connue le pays dans le secteur immobilier. Pour les autres pays du BRICS, à savoir l'Inde, le Brésil, la Russie et l'Afrique du sud, on note également un rebond de l'activité économique en 2021. En effet, ces pays ont enregistré respectivement un taux de croissance de 8,7%, 4,6%, 4,7% et 4,7% en 2021 contre respectivement un recul de 7,3%, 3,9%, 2,7% et 1,7% en 2020. Le Nigeria a enregistré une croissance de 3,6% en 2021 contre -1,8% en 2020. Quant à l'Afrique du Sud, elle a également connu une progression de l'output de 4,9% en 2021 après un recul de 6,4% en 2020.

S'agissant des produits de base, il a été enregistré un raffermissement des cours, en lien avec la dynamique de la demande à l'échelle mondiale. L'indice des principaux produits exportés par l'Union affiche une hausse de 15,9% en 2021, après 1,2% un an plus tôt. En outre, hormis l'or qui a connu une légère baisse de 0,1%, tous les principaux produits exportés par l'Union ont enregistré d'importantes hausses. On note une nette progression pour les produits énergétiques, notamment le gaz (+131,2%) et le pétrole (+66,3%) ainsi que les produits non énergétiques à savoir l'huile végétale (+61,4%), le coton (+45,0%), le caoutchouc (+37,1%), le zinc (+32,5%), le café (+29,0%), l'uranium (+8,1%), le bois grume (+8,1%), le cacao (+4,2%), la noix de cajou (+1,4%) et les engrais dont le phosphate (+52,9%).

Au niveau des prix des principaux produits alimentaires importés par l'Union, on note également une hausse importante de leur rythme de progression (+14,5% en 2021 après +3,3% en 2020). Cette dernière hausse concerne notamment l'ensemble des produits importés, à savoir l'huile végétale (+83,5%), le blé (+28,2%) et le sucre (+21,6%), hormis le riz dont les prix ont fléchi de 1,9% en 2021.

Sur les marchés financiers, les principales places boursières ont enregistré des évolutions à la hausse du fait notamment de la reprise économique mondiale.

En moyenne, l'indice de la bourse de New York, le Dow Jones, s'est renforcé de 26,4% en 2021 par rapport à l'année précédente. Le Nasdaq, l'indice des valeurs technologiques, a connu un bond significatif de 40,8%, en lien avec le recours accru aux nouvelles technologies de l'information pendant la pandémie. L'EuroStoxx 50 a également connu une importante hausse de 22,8% par rapport à son niveau moyen de 2020. Par ailleurs, au Japon, l'indice NIKKEI 225 a progressé de 27,1% pour se situer à un niveau moyen de 28.843,5 points en 2021.

Les marchés boursiers africains ont également connu des évolutions à la hausse au cours de l'année 2021. En moyenne annuelle, les indices GSE du Ghana et NSE du Nigeria ont enregistré des hausses respectives de 27,9% et 48%. L'indice FTSE / JSE All Share de l'Afrique du Sud a progressé de 16,7%, dans un contexte de reprise économique. Dans la Zone UEMOA, les indices BRVM 10 et BRVM composite se sont également réconfortés respectivement de 6,3% et 20,7%.

2. ENVIRONNEMENT ECONOMIQUE ET FINANCIER DE L'UEMOA

Au niveau des économies de l'UEMOA, l'année 2021 a été marquée par une forte reprise de l'activité économique, retrouvant ainsi son niveau d'avant la crise sanitaire de la Covid-19. Cette reprise a été notamment favorisée par une bonne évolution des conditions de marché international, mais aussi et surtout par la mise en œuvre d'importants programmes de relance économique et la reprise des chantiers suspendus du fait de la pandémie.

A cela s'ajoute également le maintien par la Banque Centrale de sa politique monétaire accommodante, permettant ainsi aux établissements de crédit de mieux répondre aux besoins des économies.

Le taux de croissance du produit intérieur brut de l'UEMOA est estimé en 2021 à 6,1% alors qu'il s'est établi à 1,8% en 2020, en lien essentiellement avec la reprise de l'activité dans le secteur tertiaire, notamment les activités de transport, de l'hôtellerie et de la restauration. Par pays, la croissance économique est ressortie à 7,2% au Bénin, 6,9% au Burkina Faso, 7,4% en Côte d'Ivoire, 6,4% en Guinée-Bissau, 3,1% au Mali, 1,4% au Niger, 6,1% au Sénégal et 5,3% au Togo.

Le taux d'inflation en moyenne annuelle s'est établi à 3,6% en 2021 contre 2,1% en 2020. Cette hausse des prix s'explique essentiellement par les tensions sur les prix des produits alimentaires, en lien avec la baisse de la production céréalière et les perturbations des circuits d'approvisionnement des marchés induits par la pandémie de la Covid-19.

En 2021, le différentiel d'inflation entre l'UEMOA et ses principaux partenaires est ressorti favorable à l'Union de 0,9 point de pourcentage. En particulier, vis-à-vis du Nigeria et du Ghana, le différentiel d'inflation s'est établi respectivement à 11,4 et 5,7 points de pourcentage.

3. ENVIRONNEMENT ECONOMIQUE ET FINANCIER NATIONAL

La situation économique au plan national s'est ressentie par la mise en œuvre du Plan de Développement Economique et Social (PDES 2017-2021) et du programme du Millenium Challenge Corporation (MCC). Elle a également été marquée par une forte mobilisation d'appuis financiers extérieurs et la poursuite des travaux de construction du barrage de Kandadji et du projet d'extension de l'exploitation pétrolière par la CNPC-NP. On note également l'ouverture de la frontière avec le Nigéria, marquant ainsi la reprise des échanges entre les deux pays depuis sa fermeture intervenue en août 2019. Cependant, l'arrêt précoce des pluies a conduit à une baisse de la production céréalière au titre de la campagne 2021/2022. Ainsi, les dernières estimations de l'Institut National de la Statistique (INS) indiquent un taux de croissance économique de 1,4% en 2021, après 3,6% en 2020.

En effet, après la performance enregistrée en 2020 (7,7%), la valeur ajoutée du secteur primaire s'est effondrée de 5,1% en 2021, en raison notamment d'une contre performance enregistrée au niveau de la production agricole, marquée par une importante baisse de la production agricole, notamment la production céréalière (-37%), atténuée par les progrès enregistrés par les autres filières, notamment "élevage et chasse", "sylviculture et exploitation forestière" et "pêche, pisciculture et aquaculture" avec respectivement 4,6% , 3,7% et 5,2%.

Le secteur secondaire a enregistré une croissance de 4,1% en 2021 contre 1,9% en 2020, portée principalement par les BTP (8,9%), la production et distribution d'électricité et gaz (7,7), la production et distribution d'eau (6,1%) et la production manufacturière (4,7%), en lien notamment avec la reprise de l'activité économique. Les activités extractives ont connu une modeste variation de 0,2%, après une baisse de 1,1% en 2020.

L'orientation de la conjoncture notamment dans le secteur secondaire a favorisé l'essor du secteur tertiaire avec une valeur ajoutée réelle qui s'est accrue de 5,4%, sous l'impulsion de toutes ses composantes. Les filières transports et entreposages (8,6%), télécommunications (7,3%), services d'hébergement (6,5%) ont contribué fortement à cette performance.

Du côté de la demande, la croissance de 2021 a été tirée essentiellement par les investissements (3,7%) et la consommation finale (1,7%), contrastée par l'évolution des exportations nettes (-7,1%).

En ce qui concerne l'évolution des prix en 2021, le taux d'inflation en moyenne annuelle s'est établi à 3,8% contre 2,9% en 2020, au dessus de la norme maximale de 3% fixée dans le cadre du suivi des critères de convergence. Cette hausse des prix est liée essentiellement à celle des prix des produits de la fonction «Produits alimentaires et boissons non alcoolisées» (7,5%), qui contribue elle seul à 3,6 points de pourcentage.

La situation des finances publiques à fin décembre 2021 s'est caractérisée par une dégradation des indicateurs budgétaires, induite par les chocs sécuritaire et sanitaire. Les recettes et les dépenses totales se sont situées à 896,9 milliards et 2.006,6 milliards. Il en résulte un déficit global, base engagements, de 1.109,8 milliards contre 957,3 milliards à fin décembre 2020.

Le déficit budgétaire, base caisse, ressort à 1056,9 milliards. Ce gap a été résorbé grâce à une mobilisation de 769,6 milliards de ressources extérieures et à un financement intérieur net de 252,6 milliards. En conséquence, le déficit budgétaire, dons compris, est ressorti à 6,1% en 2021.

L'évolution de la situation monétaire au 31 décembre 2021 s'est traduite par une hausse des actifs extérieurs nets et une expansion de la masse monétaire ainsi que des créances intérieures.

Les créances intérieures ont progressé de 9,2% à fin décembre 2021 en variation relative par rapport au mois de décembre 2020, pour ressortir à 1351,5 milliards.

Cette évolution résulte d'une amélioration des créances sur l'économie de +15,4% pour se fixer à 1.613,3 milliards et une baisse des créances sur l'administration centrale. L'accroissement des créances sur l'économie est imputable aux crédits octroyés par les banques commerciales aux agents économiques du secteur privé consécutif à des taux d'intérêt faibles au sein de l'UEMOA depuis le déclenchement de la crise de COVID-19 grâce à la politique monétaire accommodante de la Banque Centrale. Quant à la baisse des créances nettes sur l'administration centrale, elle s'explique par la consolidation des dépôts de l'Etat, notamment à la Banque Centrale.

Quant à la masse monétaire, reflétant l'évolution de ses contreparties, elle a enregistré une hausse de 9,7% en valeur relative par rapport au mois de décembre 2020, pour ressortir à 1.663,8 milliards à fin décembre 2021.

Cette situation est consécutive essentiellement à la consolidation des dépôts en banque (+19,3%). La circulation fiduciaire quant à elle, s'est raffermie de 3,4%. On note cependant, une baisse du taux d'accroissement des dépôts.

Dans ces conditions, la balance des paiements du Niger est ressortie excédentaire de 140.213 millions en 2021 contre un déficit de 80.036 millions en 2020.

L'examen rétrospectif du solde global de la balance des paiements de 2011 à 2021 fait apparaître les évolutions suivantes :

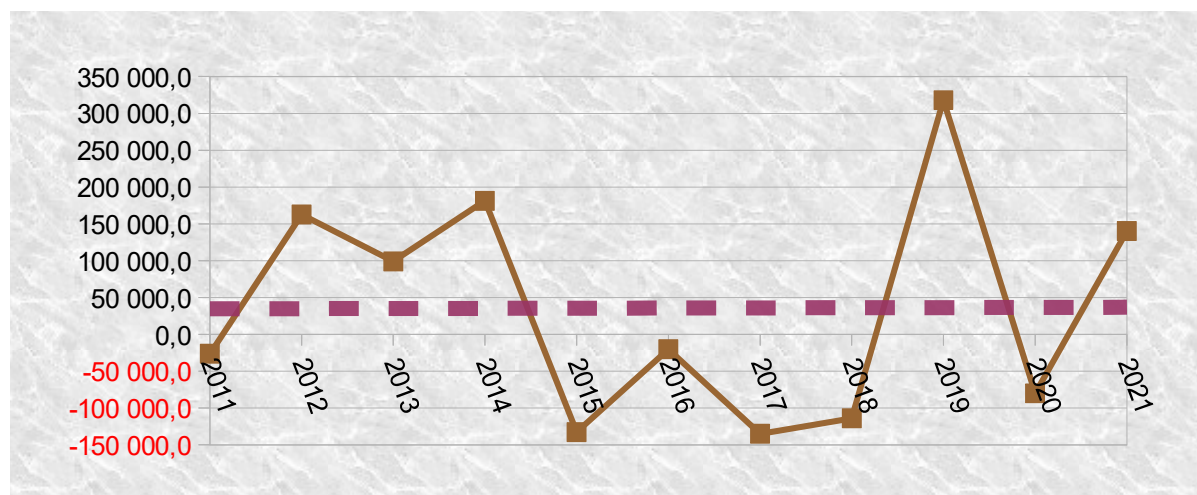
Tableau 1 : Evolution du solde global de la balance des paiements (en millions de FCFA)

Année	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021
Solde	-28 074	162 685	99 053	181 363	-132 646	-20 243	-134 978	-113 930	317 935	-80 036	140 213

Source : BCEAO

Sur une longue période, l'évolution du solde global de la balance des paiements du Niger présente un profil contrasté, reflétant des chocs internes, dont les plus récurrents sont les conditions agro-climatiques, et externes comme l'évolution des cours mondiaux des produits miniers, pétroliers et alimentaires sur le marché international, ainsi que la volatilité des appuis financiers extérieurs et du cours du Naira, la monnaie nigériane.

Graphique 1 : Solde global de la balance des paiements du Niger de 2011 à 2021



Source : BCEAO

La description détaillée de l'évolution des principaux postes de la balance des paiements et de la position extérieure globale (PEG) du Niger entre 2020 et 2021 est présentée dans les sections suivantes.

I. COMPTES DES TRANSACTIONS COURANTES

Les tableaux relatifs à la balance des paiements de l'année 2021 sont présentés en annexes 1.1 et 1.2. Il ressort que le déficit structurel de la balance courante s'est dégradé de 11,4%, passant de 1.045.111 millions en 2020 à 1.164.013 millions en 2021, comme l'indique le

tableau 2, ci-après. Cette évolution est imputable essentiellement à la détérioration de la balance des biens et services ainsi que du revenu primaire, malgré l'accroissement de l'excédent du revenu secondaire.

Tableau 2 : Evolution des transactions courantes (Montants en millions de FCFA)

Poste	2017	2018	2019	2020	2021
Biens et services	-874 017	-1 065 650	-1 176 722	-1 268 759	-1 408 411
Biens	-434 166	-599 497	-703 155	-777 533	-893 282
Services	-439 852	-466 153	-473 567	-491 227	-515 129
Revenu primaire	-105 457	-107 055	-113 013	-119 733	-131 282
Revenu secondaire	239 504	270 091	368 425	343 381	375 680
Solde du compte courant	-739 971	-902 614	-921 310	-1 045 111	-1 164 013
Solde du compte courant (hors dons)	-857 871	-1 028 282	-1 114 410	-1 208 874	-1 323 007
PIB Nominal	6 494 705	7 114 526	7 567 893	7 909 345	8 270 826
Solde courant hors dons (en pourcentage du PIB)	-13,2%	-14,5%	-14,7%	-15,3%	-16,0%

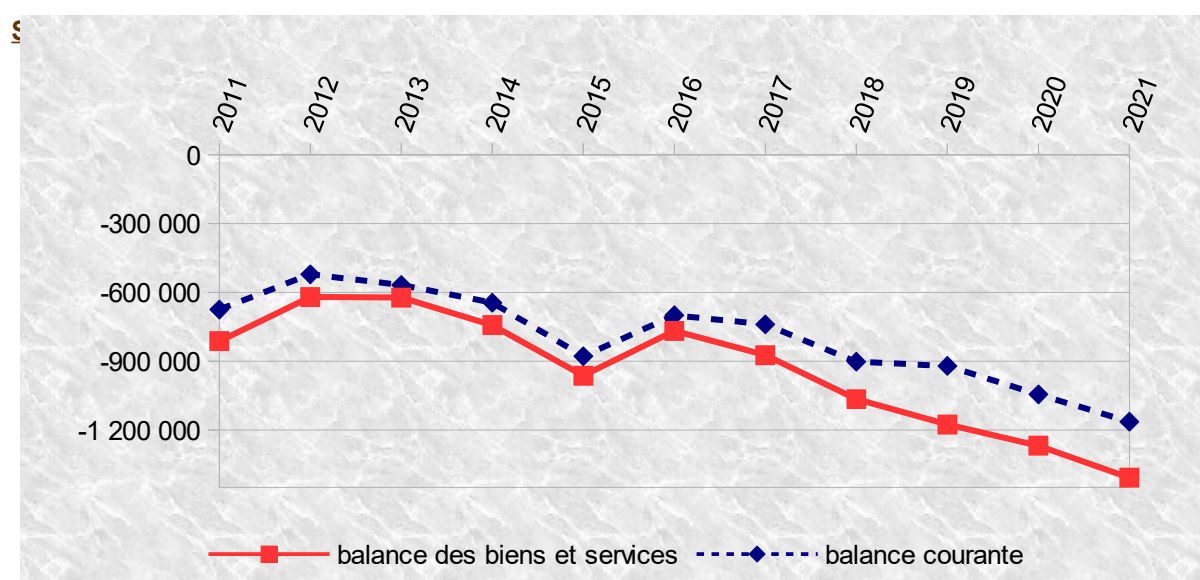
Sources : BCEAO et INS

Quant au ratio du déficit courant hors dons rapporté au PIB, il s'est accru de 0,7 point de pourcentage (pdp) pour ressortir à 16% en 2021 contre 15,3% en 2020. Cette situation traduit pour l'essentiel la poursuite des commandes des biens d'équipement et intermédiaire dans le cadre de la construction des infrastructures socio-économiques, en dépit de la reprise d'activité enregistrée dans les secteurs hors agriculture.

Comme l'illustre le graphique ci-dessous, les soldes de la balance des biens et services et celui des transactions courantes présentent une évolution parallèle, traduisant ainsi l'importance des échanges de biens et du fret des marchandises dans les transactions courantes du Niger.

La consommation des autres services par les entreprises résidentes, tels que les services de recherches et développements, d'informatique et de construction, induit par le regain d'activités dans les secteurs minier, pétrolier, de télécommunications et des bâtiments et travaux publics, impacte le solde courant au Niger, dans un contexte de mise en œuvre du PDES.

Graphique 2 : Evolution comparée de la balance des biens et services et de la balance courante de 2011 à 2021 (montants en millions de FCFA)



Encadré 1 : Mise en œuvre du Plan de Développement Economique et Social (PDES) 2017-2021

La mise en œuvre du Plan de Développement Economique et Social (PDES) 2017-2021, adopté en Conseil des Ministres le 29 septembre 2017 avec son Plan d'Actions Prioritaires (PAP), a été marquée par certains défis majeurs, liés notamment à la sécurité, au croît démographique, au changement climatique et à la migration irrégulière. Pour rappel, le PDES 2017-2021 a pour objectif de créer les conditions de transformation structurelle de l'économie nigérienne à travers deux piliers : la transformation du monde rural et le développement du secteur privé.

Il a été enregistré, au plan macroéconomique, un taux moyen de 5,77% avec une inflation à un taux moyen de 1,1% sur la période 2011-2020. Par ailleurs, l'incidence de la pauvreté est passée de 48,2% en 2011 à 40,3% en 2018 et un élargissement de la classe moyenne qui progresse de 24,9% en 2011 à 29,6% en 2019.

Du côté des finances publiques, 93,2% des ressources totales prévues sur la période 2011-2020 ont été mobilisées. Pour ce qui est des dépenses publiques, elles ont affiché une tendance haussière afin d'assurer une meilleure prise en charge des besoins croissants dans les secteurs sociaux, la sécurité et les infrastructures.

Dans le domaine du développement rural, la mobilisation d'eau, l'aménagement des superficies cultivables et l'amélioration de la productivité des écosystèmes, dans le cadre de la mise en oeuvre de l'initiative 3N, ont permis de renforcer les systèmes de production agro-sylvo-pastoraux. Ainsi, la production céréalière a augmenté de 48% et la production irriguée est multipliée par 5 par rapport à 2011. La production de viande est passée de 80.307 à 128.526 tonnes entre 2011 et 2020 et celle du lait, de 969.754 à 1.466.954 tonnes sur la même période.

En matière d'infrastructures économiques, les réalisations ont concerné les investissements dans les routes ainsi que dans les secteurs de l'énergie et des télécommunications. En ce qui concerne les transports, plus de 1.200 km de routes bitumées ont été construits, 862,25 km réhabilités et des ouvrages de franchissement réalisés (échangeurs et ponts). En plus, d'importantes infrastructures aéroportuaires ont été réalisées grâce au programme de modernisation des villes. Les investissements dans le secteur de l'énergie ont permis d'améliorer le taux d'accès des ménages à l'électricité qui passe de 8,63% en 2010 à 14,7% en 2020. Relativement aux télécommunications, le taux de couverture nationale en services TIC s'est amélioré, passant de 54% en 2010 à 92,19% en 2020.

S'agissant du développement des secteurs sociaux, le taux de couverture sanitaire de 4,7 points de pourcentage pour s'établir à 50,1% en 2020. Les indicateurs d'accès et de qualité de tous les niveaux d'enseignement ont globalement connu des améliorations.

Source : Bilan de mise en œuvre du PDES

1.1. Balance commerciale de biens

Le déficit commercial a connu une détérioration de 115.750 millions ou 14,9% en 2021, passant de 777.533 millions en 2020 à 893.282 millions en 2021 (cf. tableau 3). Le ratio du déficit commercial au PIB suit la même dynamique, en passant de 9,8% en 2020 à 10,8% en 2021.

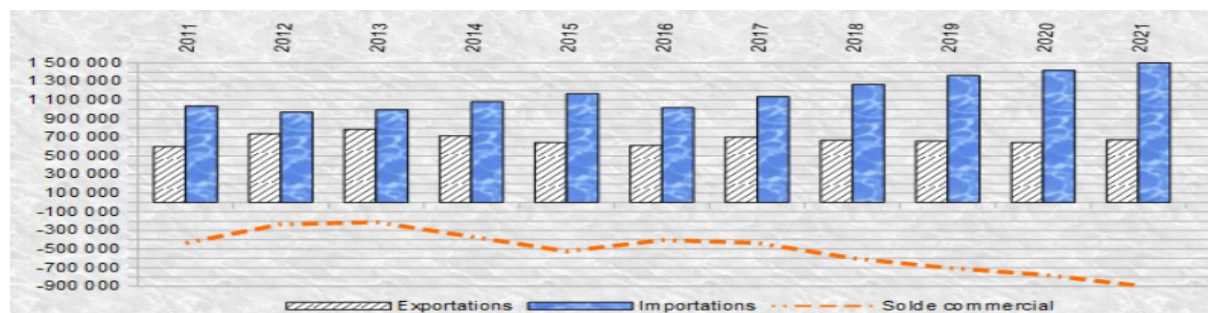
Tableau 3 : Evolution de la balance commerciale de biens (Montants en millions de FCFA)

Rubriques	2017	2018	2019	2020	2021
Exportations totales ajustées	701 843	668 217	659 728	642 345	671 900
Total importations fob de biens	1 136 009	1 267 714	1 362 883	1 419 878	1 565 182
Balance commerciale	-434 166	-599 497	-703 155	-777 533	-893 282
Balance commerciale sur PIB	-6,7%	-8,4%	-9,3%	-9,8%	-10,8%
Taux de couverture des importations par les exportations	61,8%	52,7%	48,4%	45,2%	42,9%

Source : BCEAO

Ces évolutions se rapportent aux données ajustées, qui assurent une meilleure couverture du commerce extérieur et reflètent mieux l'orientation des échanges.

Graphique 3 : Evolution des composantes de la balance commerciale de 2011 à 2021

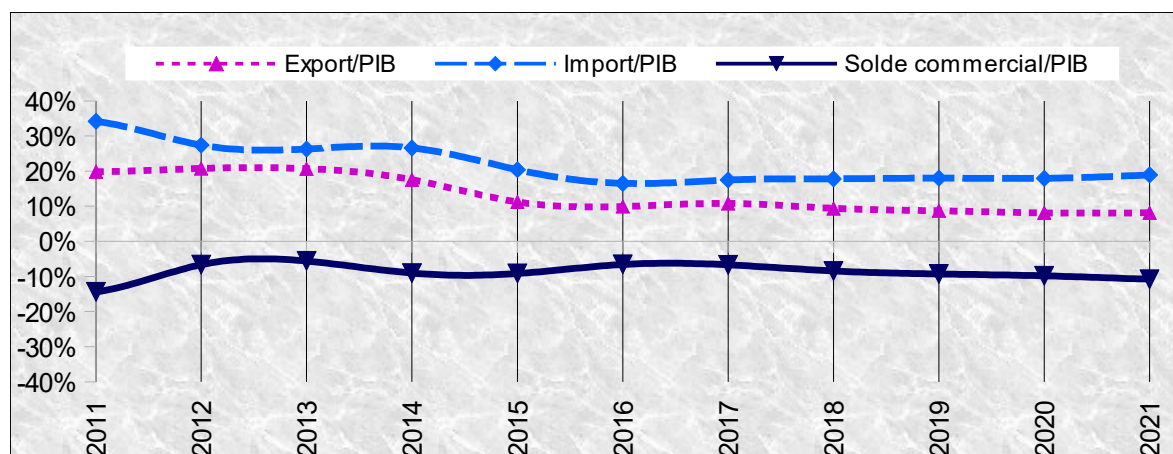


Source : BCEAO

La dégradation du déficit commercial entre 2020 et 2021 résulte d'une hausse des importations (+145.304,4 millions), malgré la reprise des exportations (+29.554,6 millions). Les exportations sont passées de 642.345 millions en 2020 à 671.900 millions en 2021, soit une hausse de 4,6%, sous l'impulsion notamment de la hausse des ventes des produits pétroliers (+24,10%) et agropastoraux (+16,4%), en dépit de l'importante contraction enregistrée sur les expéditions uranifères (-27,84%). S'agissant des exportations du pétrole raffiné, elles se sont établies à 130.767 millions en 2021 contre 105.370 millions un an plus tôt, en lien avec la dynamique de demande mondiale induite par la reprise de l'activité économique et l'ouverture des frontières du Nigeria.

Concernant les importations, une hausse des commandes des biens d'équipement, des produits intermédiaires et énergétiques entrant notamment dans le cadre des travaux de construction d'infrastructures publiques et privées a été enregistrée. On note également une augmentation des achats des produits alimentaires, principalement les céréales afin de combler le gap induit par la campagne déficitaire 2021/2022. Au total, les achats extérieurs de biens ont enregistré une hausse de 10,2% par rapport à l'année 2020.

Graphique 4 : Evolution des ratios de la balance commerciale de 2011 à 2021



Source : BCEAO

En conséquence, le taux de couverture des importations FOB par les exportations est ressorti à 42,9% en 2021, après 45,2% un an plus tôt. Le graphique 4, précédent, présente l'évolution des ratios de la balance commerciale en pourcentage du PIB.

1.1.1. Exportations de biens

1.1.1.1. Evolution globale des exportations de biens

Le tableau 4 ci-après indique l'évolution des exportations de biens reclassés suivant les principales composantes du MBP6.

Tableau 4 : Evolution des exportations selon les différents postes de biens (Montants en millions de F CFA)

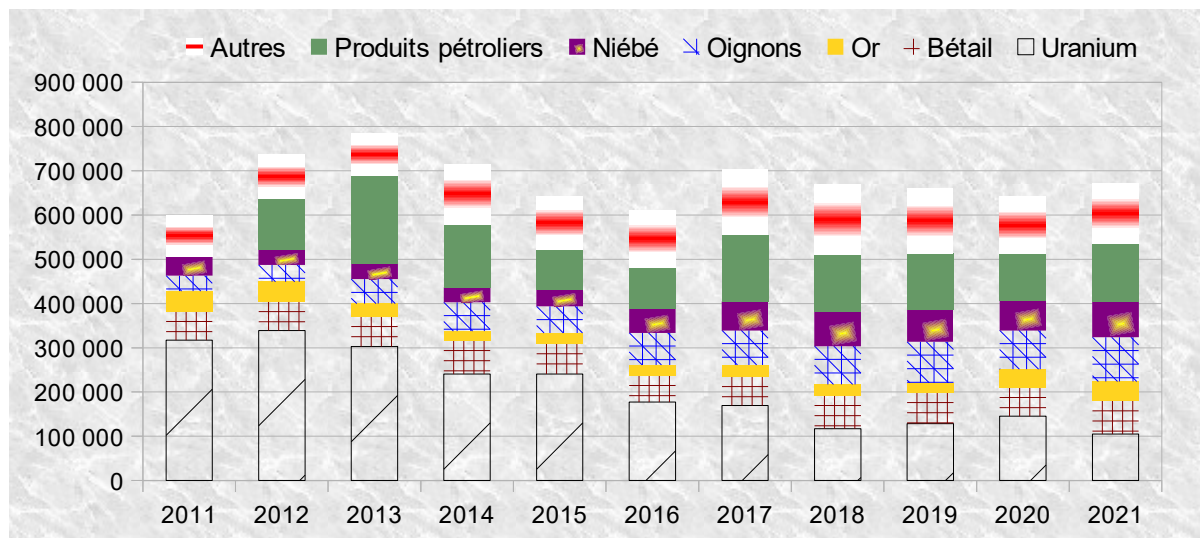
Poste	2017	2018	2019	2020	2021
Marchandises générales	675 679	642 805	637 351	600 554	628 240
- Uranium	169 556	117 191	128 485	145 470	104 968
- Pétrole raffiné	151 396	129 305	128 400	105 370	130 767
- Produits agropastoraux	208 486	238 576	236 248	219 354	255 384
- Autres produits	146 241	157 732	144 218	130 360	137 121
<i>Dont réexportations</i>	104 387	108 563	88 707	72 231	74 800
Exportations nettes de biens dans le cadre du négoce	33	0	0	0	0
Or non monétaire	26 131	25 413	22 377	41 791	43 660
Total exportations de biens	701 843	668 217	659 728	642 345	671 900

Source : BCEAO

Le montant total des exportations ressort à 671.900 millions en 2021 contre 642.345 millions en 2020, soit une hausse de 4,6%, imputable principalement aux rubriques «pétrole raffiné » et «produits agropastoraux ». Notons, cependant, que cette performance a été atténuée par une importante baisse enregistrée au niveau des ventes uranifères en raison de la fermeture de la COMINAK.

L'évolution des exportations des principaux produits est retracée ci-après (cf. graphique 5). Elle révèle une prédominance des produits pétroliers et agropastoraux (bétail, oignon et niébé).

Graphique 5 : Evolution des exportations en valeur des principaux produits de 2011 à 2021



Source : BCEAO

1.1.1.2. Composition des exportations de biens

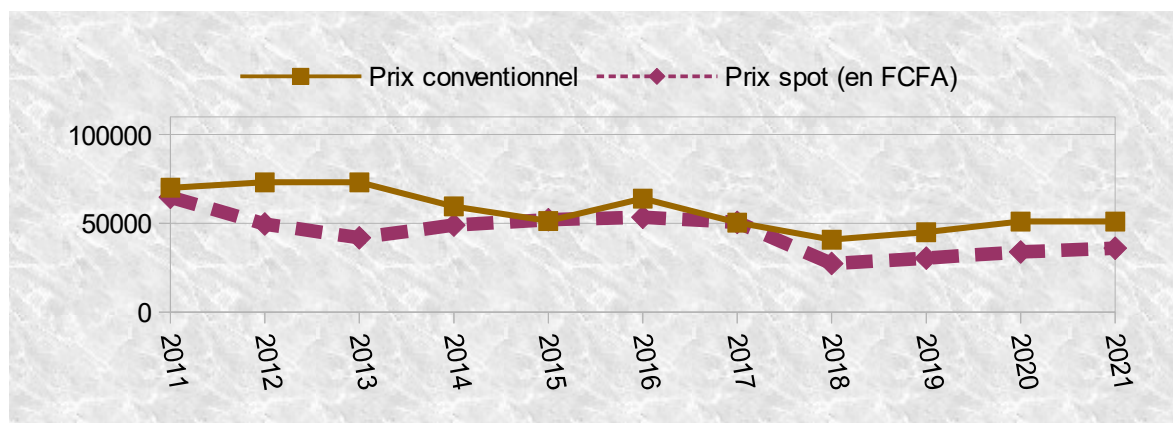
1.1.1.2.1. Uranium

Le volume d'uranium exporté par les sociétés minières s'est situé à 2.203,0 tonnes en 2021 contre 2.904,0 tonnes en 2020. Par ailleurs, la production est passée de 2.992,0 tonnes en 2020 à 2.281,8 tonnes au cours de l'année sous revue, suite à la fermeture de la Compagnie Minière d'Akouta (COMINAK). Les expéditions des filiales d'ORANO (Ex-Areva) au Niger, à savoir la Société des Mines de l'Aïr (SOMAÏR) et la COMINAK, intégrant celles pour le compte de la Société du Patrimoine des Mines du Niger (SOPAMIN²), ont porté respectivement sur 1.917,0 tonnes et 286,0 tonnes, contre 1.786,0 tonnes et 1.118,0 en 2020. Quant au prix conventionnel du kilogramme, il est de 48.000 Francs CFA pour la SOMAÏR et 60.000 Francs CFA pour la COMINAK en 2021, contre respectivement 45.000 Francs CFA et 60.000 Francs CFA en 2020.

Ainsi, en valeur, les exportations de la SOMAÏR, y compris les enlèvements de la SOPAMIN, ont atteint 90.240,0 millions en 2021 contre 80.316,0 millions en 2020 et celles de la COMINAK de 14.728,0 millions en 2021 contre 65.154,0 millions un an plus tôt.

En liaison avec ces évolutions, les exportations totales en valeur d'uranium se sont établies à 104.968 millions en 2021, après 145.470 millions en 2020, soit une importante regression de 27,8% résultant d'une baisse des volumes exportés suite à la fermeture de la COMINAK.

²La SOPAMIN gère les parts de l'Etat du Niger dans le capital des sociétés minières. Elle ne fait pas des expéditions mais effectue des enlèvements sur les exportations de la SOMAÏR et de la COMINAK qu'elle vend sur le marché international.

Graphique 6 : Evolution du prix du kilogramme d'uranium (en FCFA) de 2011 à 2021

Source : BCEAO, Ministère des Mines

1.1.1.2.2. Pétrole

La production des produits pétroliers depuis novembre 2011 au Niger est assurée par la Société de Raffinage de Zinder (SORAZ), répartie entre la consommation intérieure et les exportations. Elle a une capacité de raffinage de 20.000 barils/jour. Ainsi, depuis 2012, le Niger exporte des produits pétroliers (essence, gazoil et gaz butane) à destination principalement du Nigéria, du Burkina Faso et du Mali par l'entremise de la SONIDEP et de la SORAZ (depuis août 2016).

Les expéditions des produits pétroliers, y compris l'avitaillement des aéronefs étrangers, se sont établies à 130.767 millions en 2021 contre 105.370 millions en 2020, en hausse en raison de la reprise de l'activité poste covid19 et l'ouverture des frontières du Nigéria.

Encadré 2 : Impacts macroéconomiques du pipeline d'exportation du pétrole brut

La production pétrolière nigérienne connaîtra un tournant majeur avec le début d'exportation de l'or noir vers les marchés internationaux via le Bénin à travers la construction d'un oléoduc transfrontalier.

Les travaux de construction dudit pipeline ont été lancés le 17 septembre 2019 à Agadem au Niger et le 20 mai 2021 sur le site de la station de Sèmè-Kpodji, à environ 30 kilomètres au sud-est de Cotonou au Bénin. Long de 1982 km, dont 1 298 km au Niger, et d'un coût de 2,2 milliards de dollar US, en plus des travaux infrastructures de surface de 2 milliards de USD, le pipeline a une capacité de 150.000 barils/j. Dans un premier temps, il permettra au Niger de multiplier par plus de cinq sa capacité d'exportation en la faisant passer de 20 000 barils aujourd'hui à plus de 100 000 barils par jour.

Toutefois, la pandémie de la Covid-19 a quelque peu ralenti les travaux notamment en 2020. La construction sera assurée par la West Africa Oil Pipeline Company (WAPCO), une filiale de la China National Oil and Gas Exploration and Development Co. (CNODC), elle-même filiale de la China National Petroleum Corporation (CNPC).

D'importantes retombées sont attendues sur les finances publiques, les échanges extérieurs ainsi que sur le plan social. En effet, huit stations de pompage, dont six au Niger et deux au Bénin, contribueront à la création d'emplois dans les deux pays.

Par ailleurs, le projet permettra, la réalisation de plusieurs infrastructures routières et sociales dans les régions touchées, notamment la construction de la route du pétrole dont la bretelle Diffa-N'guigmi a d'ores et déjà été entamée. La mise en service du pipeline devra booster la croissance économique du Niger en y contribuant, selon les projections de 2025, à plus de 20% de la richesse nationale (PIB) et plus de 30% des recettes fiscales.

Ces travaux vont générer des milliers d'emplois indirects et des centaines d'emplois permanents.

Sources : BCEAO

1.1.1.2.3. Or

Les expéditions de l'or industriel, au titre de l'année 2021, se sont traduites par un accroissement du volume, en s'établissant à 461,4 kg contre 151,6 kg en 2020. En valeur, ces expéditions de l'or industriel se sont établies à 12.904,1 millions en 2021, après 4.637,5 millions en 2020.

S'agissant de l'or issu des Exploitations Minières Artisanales à Petites Echelles (EMAPE), les ventes à l'extérieur se sont situées à 30.756,2 millions en 2021.

Ainsi, les exportations d'or en valeur ressortent à 43.660 millions en 2021 contre 41.791,3 millions l'année précédente, essentiellement à destination de l'Afrique du Sud (29,6%) et des Emirats Arabes Unis (70,4%).

1.1.1.2.4. Bétail

Les exportations de bétail ont progressé en 2021, avec une hausse de 16,7% en valeur relative, ressortant à 75.168 millions, concomitamment à l'ouverture des frontières terrestres du Nigéria, principale destination de ce produit et la levée des mesures restrictives imposées dans le cadre de la lutte contre la covid19. En effet, la fermeture des frontières du Nigéria et la crise sanitaire ont eu des effets négatifs sur les expéditions nigériennes en 2020.

1.1.1.2.5. Oignon

La valeur des exportations d'oignon ressort à 100.336 millions en 2021 contre 87.647 millions en 2020, soit une hausse de 14,5%, résultant d'une augmentation de la production, induite notamment par la remise à niveau des aménagements hydroagricoles existants, l'augmentation des superficies emblavées et l'utilisation plus importante de matériels et d'intrants agricoles d'appoints, initiées dans le cadre du 3N. En outre, ce produit est principalement destiné vers les autres pays de l'UEMOA et le Ghana

1.1.1.2.6. Niébé

Le commerce du niébé est essentiellement orienté vers le Nigéria. Par ailleurs, en raison d'un important commerce informel sur ce produit et de la fraude douanière, son évaluation est notamment confrontée à une sous-estimation des exportations par les statistiques officielles.

En 2021, en dépit de la campagne déficitaire, les exportations en valeur ajustée du niébé s'est sont situées à 79.880 millions, en hausse de 18,6% par rapport à leur niveau de 67.336 millions enregistré un an plus tôt, en lien notamment avec la reprise des échanges commerciaux avec le Nigeria. En effet, la production record de 2.629.771,8 tonnes de l'année 2020 a été expédié en 2021. L'exportation de ce produit dépend non seulement de la

campagne précédente, dont les stocks sont écoulés au cours de l'année suivante, mais également de celle en cours durant le dernier trimestre.

1.1.1.2. 7. Autres exportations

Ces exportations sont ressorties à 137.121 millions en 2021 contre 130.359,0 millions en 2020, soit une progression de 5,2%, en raison d'une augmentation des réexportations (+3,5%) de marchandises et des autres produits agropastoraux vers le Nigéria.

En effet, les autres produits exportés sont constitués de cuirs et peaux, de produits piscicoles, de cultures de rente (souchet, coton égrené, sésame, huile d'arachide et gomme arabique) ainsi que des réexportations de cigarettes, de friperies, de tissus de coton, de véhicules et engins et de produits alimentaires (riz, pâtes alimentaires, huiles végétales, etc.).

L'annexe 1.7 présente l'évolution des exportations ajustées de marchandises par principaux produits, telles qu'elles ressortent des statistiques officielles et des ajustements opérés.

Le ratio du service de la dette extérieure sur les exportations³ est ressorti à 10,7%, en hausse de 1 point de pourcentage par rapport à son niveau de 2020. Il est largement en dessous du seuil de vulnérabilité fixé à 15%.

Tableau 5 : Evolution des intérêts de la dette sur les exportations ajustées de marchandises générales (Montants en millions de F CFA)

Rubriques	2017	2018	2019	2020	2021
Exportations totales ajustées	701 843	668 217	659 728	642 345	671 900
Intérêts de la dette extérieure	37 946	53 428	59 132	62 347	71 650
Intérêts de la dette extérieure /Exportations	5,4%	8,0%	9,0%	9,7%	10,7%

Sources : BCEAO et MF

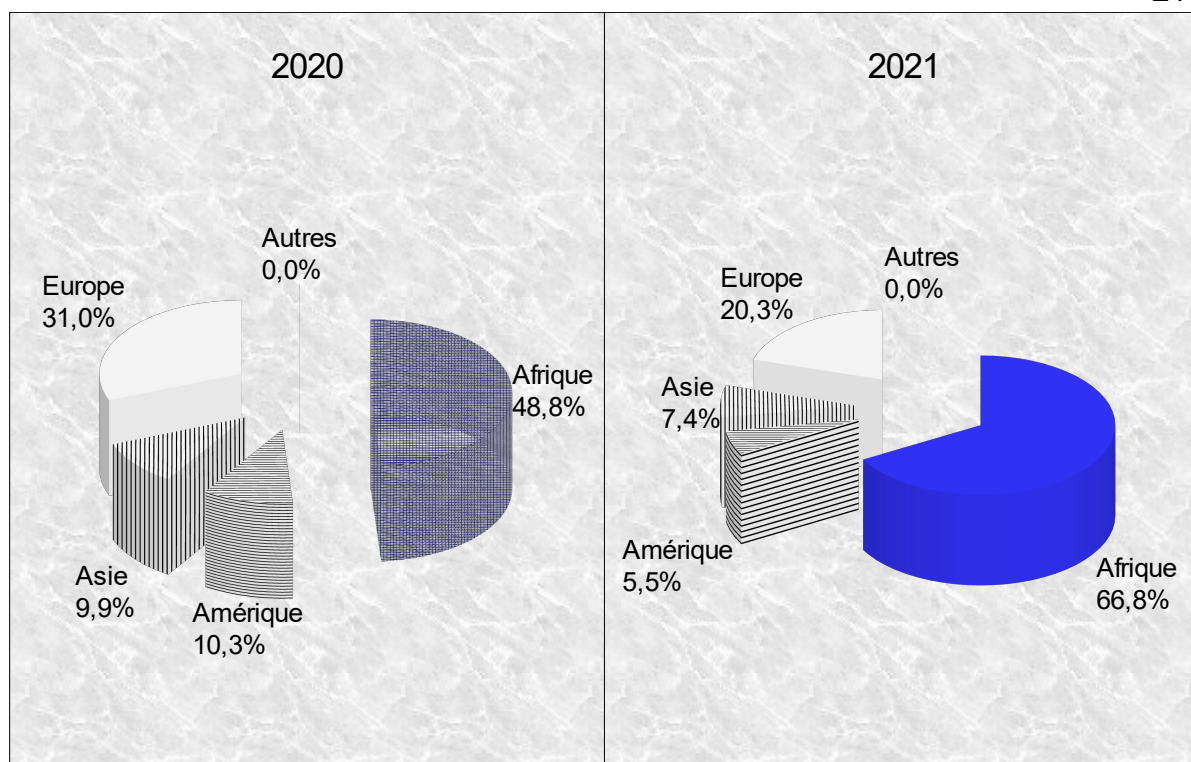
1.1.1.3. Orientation géographique des exportations

L'analyse des données du tableau 1.9, présenté en annexe, fait ressortir une nette progression de la part des exportations à destination de l'Afrique au détriment de celles vers l'Europe, l'Amérique et de l'Asie, qui se sont repliées.

L'Afrique est le premier marché à l'exportation du Niger en absorbant 66,8% de ses ventes en 2021, suivie de l'Europe (20,3%), de l'Asie (7,4%) et de l'Amérique (5,5%), tel que indiqué sur le graphique 7 suivant.

Graphique 7 : Répartition des exportations par zone géographique en 2020 et 2021

³ Ce ratio constitue un indicateur de viabilité de la dette qui évalue la part des recettes d'exportations consacrée au service de la dette extérieure. Il permet d'apprécier la vulnérabilité du paiement des engagements face à une baisse inattendue des recettes d'exportation.



Source : BCEAO

Le maintien de l'Afrique à la place de premier client du Niger s'explique par les expéditions des produits pétroliers et dans une moindre mesure par celles du niébé, de l'oignon, des animaux sur pied et des réexportations, notamment à destination du Nigéria.

Quant à l'Europe, elle occupe la deuxième place des partenaires du Niger à l'exportation, avec 20,3% des échanges contre 31,0% un an plus tôt, en raison notamment de la baisse des ventes uranifères induite par la fermeture des frontières du Nigéria.

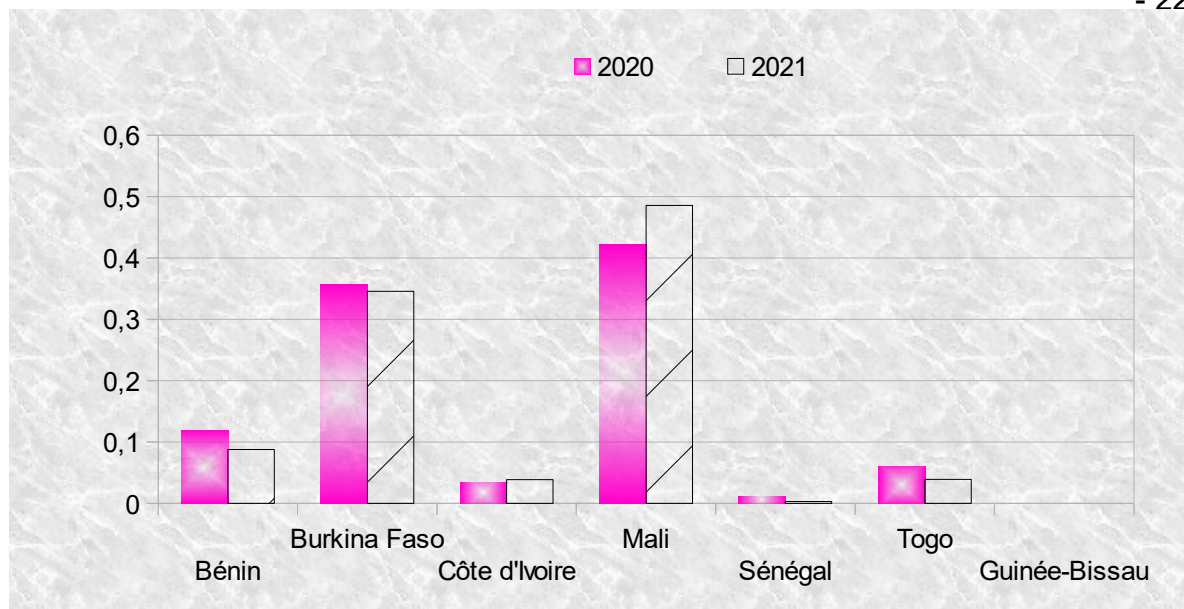
En ce qui concerne les transactions avec les pays membres de l'UEMOA, les données ont été corrigées des différentes asymétries⁴ relevées entre les pays de l'Union.

Il ressort que ces pays ont accueilli 39,9% des exportations du Niger en 2021 alors que ce niveau était de 34,7% en 2020. Cette situation est imputable principalement à la hausse des expéditions des produits pétroliers raffinés, notamment vers le Mali et le Burkina Faso et la reprise des échanges avec le Nigéria.

Les produits vendus dans l'UEMOA sont principalement constitués d'oignon, du bétail et, surtout, du pétrole raffiné, en direction du Mali, du Burkina Faso, du Togo et de la Côte d'Ivoire (cf. graphique 8).

Graphique 8 : Répartition des exportations UEMOA en 2020 et 2021 (en %)

⁴ Les asymétries dans les statistiques du commerce extérieur intra-UEMOA biaisent l'analyse de la balance des paiements régionale qu'élabore la BCEAO. Afin d'y remédier, le Conseil des Ministres de l'Union a approuvé en mars 2003 la mise en place d'une Cellule sous-régionale chargée de la réconciliation des données du commerce intra-UEMOA. Elle a démarré ses activités en 2007. Elle procède chaque année au retraitement des données du commerce intra-UEMOA, les purgeant des asymétries relevées sur la base des données douanières des Etats.



Source : BCEAO

1.1.2. Importations de biens

1.1.2.1. Evolution globale des importations de biens

Le tableau 6 ci-dessous présente l'évolution des importations FOB de biens reclassés suivant les principales composantes du MBP6.

Tableau 6 : Evolution des importations FOB de biens (Montants en millions de F CFA)

Rubriques	2017	2018	2019	2020	2021
Marchandises générales	1 136 009	1 267 714	1 362 883	1 419 616	1 563 299
Or non monétaire	0	0	0	0	0
Importations nettes de biens dans le cadre du négoce	0	0	0	262	1 883
Total importations fob de biens	1 136 009	1 267 714	1 362 883	1 419 878	1 565 182
PIB nominal	6 494 705	7 114 526	7 567 893	7 909 345	8 270 826
Importations fob de biens /PIB	17,5%	17,8%	18,0%	18,0%	18,9%

Source : BCEAO

L'évolution des importations CAF par grands groupes de produits est, quant à elle, retracée dans le graphique 9, élaboré à partir des données de l'annexe 1.11.

1.1.2.2. Composition des importations de biens

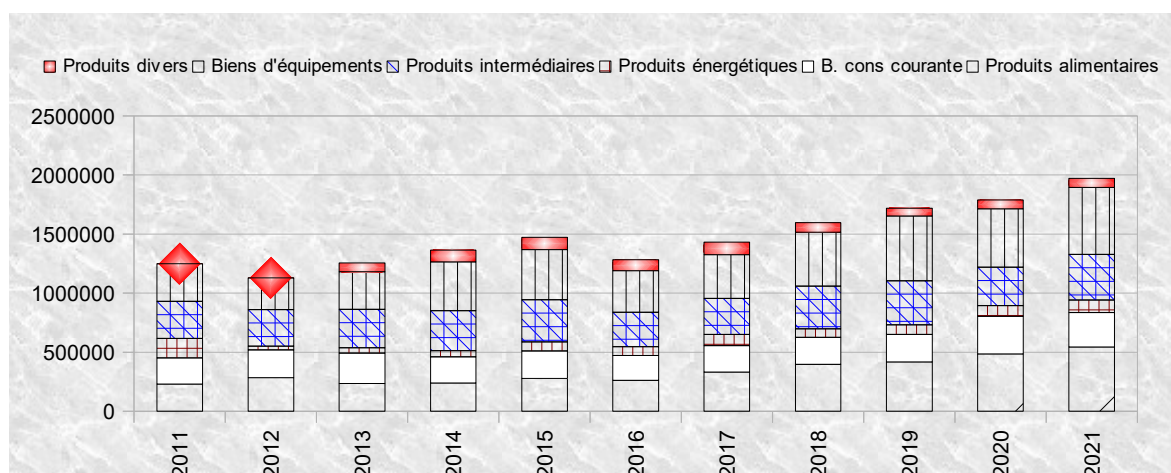
La décomposition de ces groupes de produits a permis de faire ressortir, en détail, l'évolution des principaux produits importés au Niger. Les biens d'équipement, dont les machines et appareils (électrique et mécanique), les matériels de transport, de précision ainsi que les biens meubles, constituent le groupe prédominant, avec 28,7% du total des achats à l'extérieur en 2021 contre 27,6% en 2020, suivis des produits alimentaires (céréales, pâtes alimentaires, huiles végétales, etc.) avec 27,6%, après 27,1% du total un an plus tôt. Viennent ensuite les biens intermédiaires (avec 19,6% en 2021 contre 18,2% l'année précédente), constitués du ciment, du fer, de l'acier et des produits chimiques, les biens de

consommation courante (14,7%) et les autres biens (3,9%). Les produits pétroliers et énergétiques sont passés de 5,0% à 5,3% entre 2020 et 2021, constitués essentiellement de carburéacteur, de la bitume et de l'électricité.

La hausse des importations des biens d'équipement et intermédiaires est en liaison avec la reprise de l'activité économique et la poursuite des projets de construction d'infrastructures publiques et privées, notamment le pipeline et le barrage de Kandadji.

Quant aux produits alimentaires, leur progression, essentiellement des céréales, vise à combler le gap créé par le déficit de la campagne agricole 2021/2022.

Graphique 9 : Evolution des importations en valeur par groupes de produits de 2011 à 2021



Source : BCEAO

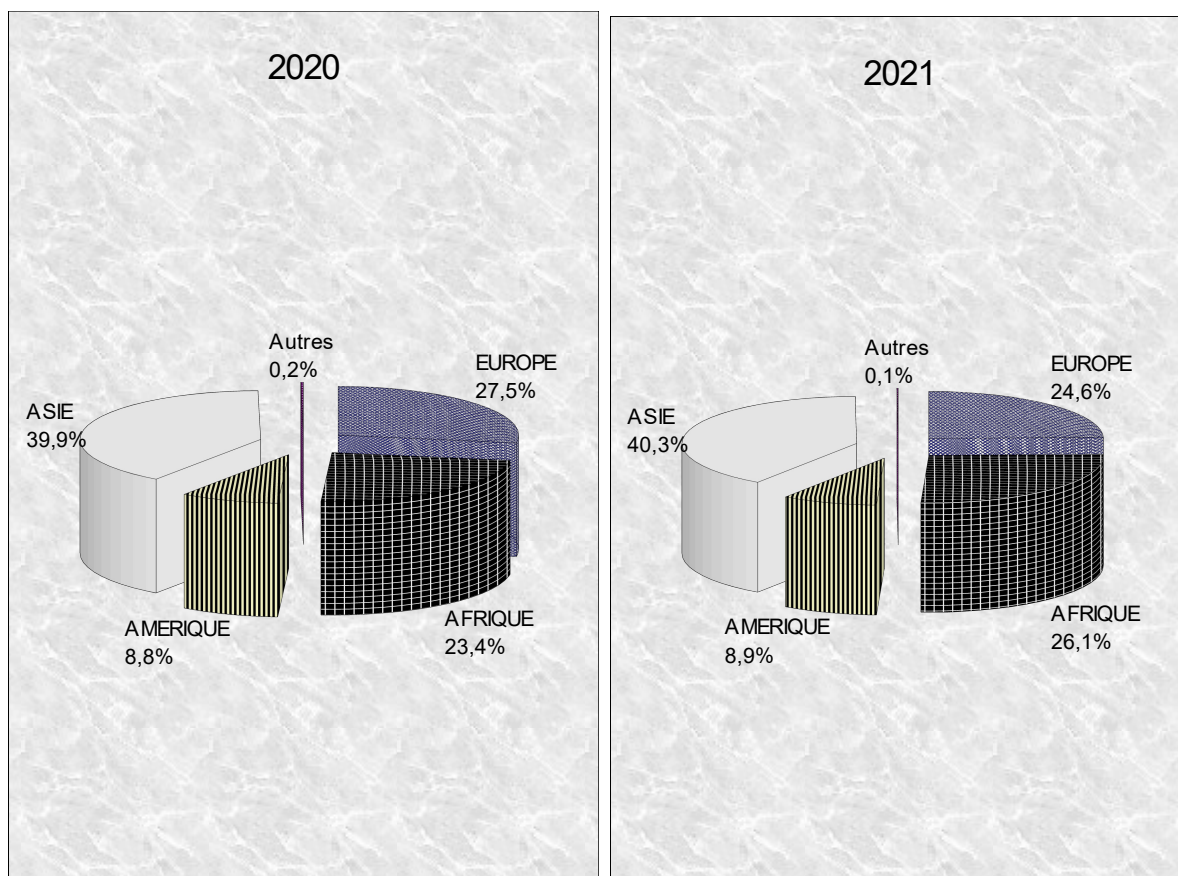
1.1.2.3. Orientation géographique des importations de biens

La zone Asie demeure la principale source d'approvisionnement du Niger avec 40,3% de la valeur totale des importations au titre de l'année 2021 contre 39,9% un an plus tôt (cf. graphique 10 et annexe 1.12). Elle est suivie de l'Afrique avec 26,1% (contre 23,4% en 2020) et l'Europe avec 24,6% contre 27,5% en 2020. Quant au continent américain, il a livré 8,9% des importations du Niger, sensiblement son niveau de 2020 (8,8%).

Les produits en provenance de l'Asie sont constitués pour l'essentiel des appareils électroniques, des biens d'équipement, des céréales, de matériels de bureau, des textiles, des friperies et du thé.

Quant aux importations en provenance de l'Europe, elles sont constituées pour l'essentiel de certains produits pétroliers, pharmaceutiques et laitiers, des cigarettes, de matériels de télécommunications, des appareils de précision, des véhicules neufs ainsi que ceux d'occasion.

Graphique 10 : Parts des principaux pays partenaires à l'importation en 2020 et 2021

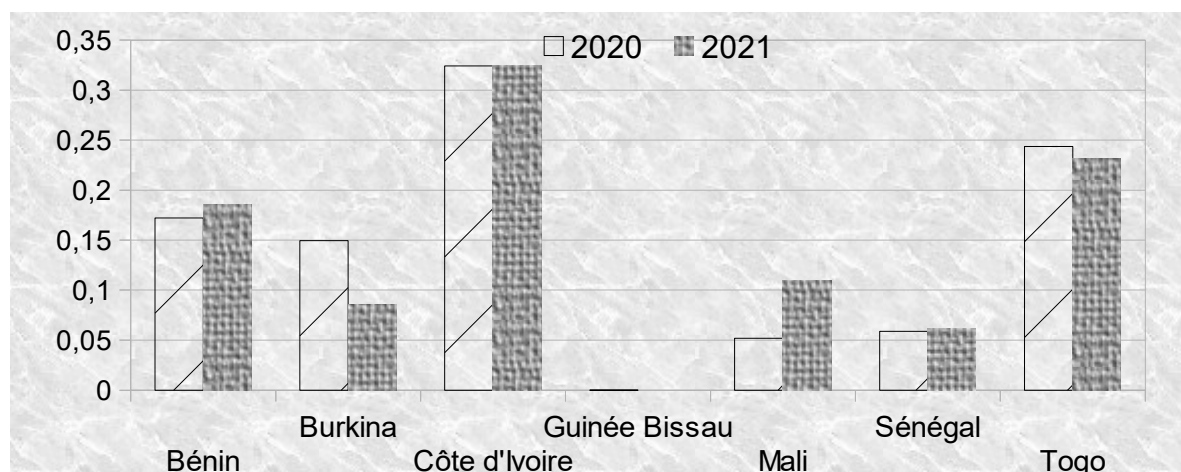


Source : BCEAO

Au niveau du continent africain, 51,05% des marchandises importées proviennent de la Zone UEMOA. Ces importations sont principalement composées du ciment, des huiles de cuisine, de céréales, des fruits et légumes et des produits manufacturés.

Les approvisionnements en provenance des Etats de l'Union se sont établies à 217.323,9 millions en 2021 contre 208.261,2 millions à fin décembre 2020. Ces transactions sont dominées par la Côte d'Ivoire (32,5%), le Togo (23,2%) et le Bénin (18,6%), comme l'indique le tableau de l'annexe 1.12.

Graphique 11 : Répartition des importations en provenance de l'UEMOA en 2020 et 2021



Source : BCEAO

1.2. Balance des services

Le déficit de la balance des services s'est aggravé de 23.902 millions pour ressortir à 515.129 millions en 2021 contre 491.227 millions en 2020, induit principalement par la progression des dépenses en fret et assurance concomitamment à la hausse des importations.

Le solde déficitaire des autres services, constitués notamment des services de télécommunications, d'informatique, d'informations, de fabrication, de recherche et développement, de conseil en gestion, de réparation et maintenance, des travaux de construction ainsi que des biens et services des administrations publiques non inclus ailleurs, s'est situé à 109.864 millions en 2021 contre 108.591 millions un an plus tôt. Ils enregistrent ainsi une détérioration de 1.273 millions contre 4.538 en 2020. Cette situation résulte notamment de la consommation des services de construction et des autres services aux entreprises (R&D, Conseil en gestion, services spécialisés, services liés au commerce international).

Tableau 7 : Evolution de la balance des services de 2017 à 2021 (Montants en millions de F CFA)

Rubriques	2017	2018	2019	2020	2021
Transport	-314 615	-350 562	-377 158	-384 475	-413 016
Voyage	1 664	1 852	7 645	1 839	7 751
Autres services	-126 900	-117 443	-104 053	-108 591	-109 864
Total balance des services	-439 852	-466 153	-473 567	-491 227	-515 129

Source : BCEAO

1.2.1. Transports

Le solde déficitaire des transports s'est aggravé, passant de 384.475 millions en 2020 à 413.016 millions en 2021, imputable principalement à la progression des dépenses nettes en fret induite par la hausse des importations, tempérée par le transport de passagers.

Tableau 8 : Evolution du poste "transports" (Montants en millions de F CFA)

Rubriques	2017	2018	2019	2020	2021
Transports	-314 615	-350 562	-377 158	-384 475	-413 016
- passagers	-18 620	-16 848	-16 703	-2 370	658
- Fret	-294 026	-331 873	-357 948	-368 365	-405 716
- Autres	-1 969	-1 840	-2 507	-13 740	-7 957
Importations CAF de marchandises	1 431 643	1 597 623	1 717 559	1 789 386	1 972 505
Fret/Importations CAF	20,65%	20,65%	20,65%	20,65%	20,65%

Source : BCEAO

1.2.2. Voyages

Le solde du poste « voyages » est ressorti à 7.751 millions en 2021 contre 1.839 millions un an plus tôt, porté essentiellement par les voyages à titre professionnel, en raison notamment de la levée des restrictions des déplacements imposées dans le cadre de la lutte contre la Covid-19. Les transactions du Niger avec les autres pays de l'Union ont porté sur 19.301

millions pour les recettes en 2021 contre 18.584,4 millions en 2020 et des dépenses de 20.448,8 millions après 13.533,6 millions en 2020.

Tableau 9 : Evolution du poste "voyages" (Montants en millions de F CFA)

Rubriques	2017	2018	2019	2020	2021
Voyages	1 664	1 852	7 645	1 839	7 751
- à titre professionnel	12 037	13 131	21 652	13 142	19 465
- à titre personnel	-10 373	-11 279	-14 007	-11 303	-11 714

Source : BCEAO

1.2.3. Autres Services

L'examen du Tableau 10 ci-dessous fait ressortir un solde déficitaire des autres services de 109.864, en hausse par rapport au niveau de 108.591 millions atteint en 2020, imputable essentiellement aux recettes de télécommunications, les services de fabrication fournis par les entreprises d'affinage d'or ainsi que les biens et services des administrations publiques non inclus ailleurs.

Tableau 10 : Evolution du poste "Autres services" (Montants en millions de F CFA)

Rubriques	2017	2018	2019	2020	2021
Services d'entretien et de réparation non inclus ailleurs	-25 833	-29 872	-20 230	-17 672	-16 128
Travaux de construction	-69 306	-62 971	-64 068	-56 389	-64 487
Services d'assurance et de retraite	-6 466	-5 670	-5 784	-7 184	-6 666
Services de télécommunications, d'informatique et d'information	9 056	12 201	18 502	-13 034	502
Autres services aux entreprises (R&D, Conseil en gestion, services spécialisés, services liés au commerce international)	-38 538	-39 472	-43 361	-39 146	-53 195
Biens et services des administrations publiques non inclus ailleurs	6 504	7 420	9 562	7 977	8 056
Divers autres services	-2 316	920	1 327	16 857	22 054
Total Autres services	-126 900	-117 443	-104 053	-108 591	-109 864

Source : BCEAO

La consommation en services spécialisés concerne le secteur des BTP (travaux routiers, construction des échangeurs), l'exploration minière et pétrolière, ainsi que les télécommunications et les infrastructures de transport.

1.3. Compte du revenu primaire

Le solde du revenu primaire s'est dégradé de 11.549,6 millions pour s'établir à -131.282 millions en 2021, en liaison principalement avec la baisse de l'excédent des rémunérations des salariés et la hausse des paiements d'intérêts de la dette publique.

Les flux de revenus entre le Niger et le reste du monde se décomposent en revenus du travail, constitués exclusivement des revenus des salariés, des revenus d'investissements, ventilés en investissements directs, intérêts dus au titre de la dette extérieure et revenus divers émanant des investissements en capital, et les autres revenus primaires, dont les versements communautaires à l'UEMOA et à la CEDEAO.

Tableau 11 : Evolution de la balance du revenu primaire (Montants en millions de F CFA)

Poste	2017	2018	2019	2020	2021
Rémunérations des salariés	10 779	12 249	13 921	3 830	9 460
Revenus des investissements	-108 609	-110 101	-117 128	-113 178	-128 765
Dont intérêts sur la dette publique	-16 400	-21 237	-22 198	-28 404	-37 934
Autres revenus primaires	-7 627	-9 203	-9 806	-10 385	-11 978
Revenu primaire net	-105 457	-107 055	-113 013	-119 733	-131 282

Source : BCEAO

Les revenus nets des salariés, constitués des rémunérations des organismes non-résidents versées au personnel recruté localement nettes des salaires versés par les représentations nigériennes à l'étranger et les revenus des travailleurs saisonniers, se sont situés à 9.460 millions en 2021 contre 3.830 millions un an plus tôt.

Cette évolution s'explique principalement par la hausse des revenus versés aux travailleurs saisonniers du fait de la reprise de l'activité suite à la levée des restrictions induites par la pandémie de la Covid-19.

Quant aux revenus des investissements, leur solde est ressorti à -128.765 millions en 2021 contre -113.178 millions en 2020, imputable aux versements de dividendes et aux paiements d'intérêts sur les engagements publics et privés.

Concernant les intérêts hors titres publics de la dette publique extérieure, ils se sont établis à 37.934 millions en 2021 contre 28.404,0 millions un an plus tôt, en lien avec les tirages effectués les années précédentes.

Il en résulte un ratio des intérêts de la dette publique extérieure sur le total des revenus nets des investissements de 29,5%, en progression par rapport à 2020.

S'agissant des autres revenus primaires, ils sont constitués du Prélèvement Communautaire de la CEDEAO (PC) et du Prélèvement Communautaire de Solidarité de l'UEMOA (PCS) dans le cadre de la mise en œuvre du processus d'intégration sous-régional par application d'une taxe de 0,8% sur certaines importations.

Tableau 12 : Evolution des revenus nets des investissements (Montants en millions de F CFA)

Rubriques	2017	2018	2019	2020	2021
Total des revenus des investissements	-108 609	-110 101	-117 128	-113 178	-128 765
.Revenus des investissements directs	-79 481	-75 620	-76 838	-80 789	-87 114
. Intérêts sur la dette publique extérieure	-16 400	-21 237	-22 198	-28 404	-37 934
. Autres revenus des investissements	-12 728	-13 244	-18 091	-3 985	-3 717
Intérêts de la dette extérieure/Total des revenus des investissements	15,1%	19,3%	19,0%	25,1%	29,5%

Source : BCEAO

1.4. Compte du revenu secondaire

Les deux principales composantes de ce poste sont les transferts courants publics et les transferts courants privés effectués en faveur des autres secteurs. Les transferts courants publics comprennent les appuis budgétaires, les aides alimentaires et les autres dons courants en nature destinés notamment aux secteurs de l'éducation, de la santé, de l'agriculture et de la défense. S'agissant des transferts courants des autres secteurs, ils sont

pour l'essentiel constitués des envois de fonds des travailleurs et des subventions reçues de l'extérieur par les ONG résidentes.

Les aides budgétaires mobilisées, provenant principalement de l'Union Européenne, de la Banque Mondiale, de la Banque Africaine de Développement, de la France et du Luxembourg, passent de 163.763 millions en 2020 à un montant de 158.994 millions en 2021. S'agissant des aides en espèces et en nature reçues par l'Etat du Niger, elles sont évaluées à 37.299,6 millions en 2021, provenant de l'Union Européenne et d'autres institutions et pays. L'Etat a, en outre, contribué au fonctionnement des organisations internationales et aux autres transferts .

En 2021, les transferts destinés aux ménages et aux ONG se sont établis à 179.387 millions contre 151.839 millions l'année précédente, imputable aux envois de fonds des travailleurs et aux réceptions des ONG. En ce qui concerne les réceptions de fonds des migrants en provenance des autres pays de l'Union se sont situées à 56.980,5 millions contre 53.171,5 millions en 2020 et les envois de fonds se sont établis à 33.791,9 millions en 2021 contre 37.619,9 millions en 2020, à la faveur du développement des moyens de transferts.

Au total, le solde du revenu secondaire s'est établi à 375.680 millions en 2021 contre 343.381 millions un an plus tôt, en rapport avec la hausse des envois de fonds des travailleurs et les réceptions des ONG.

Tableau 13 : Evolution de la balance du revenu secondaire (Montants en millions de FCFA)

Rubriques	2017	2018	2019	2020	2021
- Administration publique	132 077	142 443	219 159	191 542	196 294
. dont aides budgétaires	117 900	125 669	193 100	163 763	158 994
- Autres secteurs	107 427	127 648	149 266	151 839	179 387
. dont envois de fonds des travailleurs	43 972	50 083	62 296	68 361	78 411
Total revenu secondaire	239 504	270 091	368 425	343 381	375 680

Source : BCEAO

II - Compte de capital

Le solde de ce compte s'est situé à 489.314 millions en 2021 contre 405.983 millions en 2020. Ce mouvement haussier est imputable essentiellement aux transferts en capital reçus par l'Etat.

Les dons projets d'un montant de 446.150 millions proviennent principalement du Fonds Européen de Développement (FED), des agences des Nations Unies (notamment l'UNICEF, l'OMS, le FNUAP et le PNUD), de certains pays de l'Union Européenne, de la Chine, du Japon, de l'Inde, de la Banque Africaine de Développement, de la Banque Mondiale et des Etats Unis à la faveur de la poursuite de la coopération avec ces pays et institutions pour le financement des infrastructures économiques.

Par ailleurs, les dons en capital reçus par les autres secteurs ont concerné principalement les ONG et les ménages.

Tableau 14 : Evolution du compte de capital (Montants en millions de F CFA)

Rubriques	2017	2018	2019	2020	2021
- Transferts de capital Adm. Publ.	200 973	303 264	320 939	372 235	446 150
. Remise de dette	0	0	0	0	0
. Autres transferts	200 973	303 264	320 939	372 235	446 150
- Transferts des autres secteurs	33 108	40 790	49 561	32 409	43 066
Total des transferts de capital	234 081	344 054	370 500	404 643	489 216
Acquis. ou cess. d'actifs non financiers non produits	2 872	2 524	-710	1 339	98
Total compte de capital	236 953	346 578	369 790	405 983	489 314

Source : BCEAO

III. Compte financier

Le solde du compte financier, qui retrace les acquisitions nettes d'actifs et les accroissements nets de passifs financiers, est passé de -563.622 millions en 2020 à -822.402 millions en 2021, imputable aux investissements directs étrangers et aux investissements de portefeuille.

Tableau 15 : Evolution du compte financier *(Montants en millions de F CFA)*

Rubriques	2017	2018	2019	2020	2021
- Investissements directs	-179 784	-237 412	-401 419	-198 958	-308 083
- Investissements de portefeuille	-30 992	-79 253	-155 729	-9 764	-382 416
- Dérivés financiers	0	0	0	0	-69
- Autres investissements	-162 189	-129 656	-316 799	-354 900	-131 835
Compte financier	-372 966	-446 320	-873 947	-563 622	-822 402

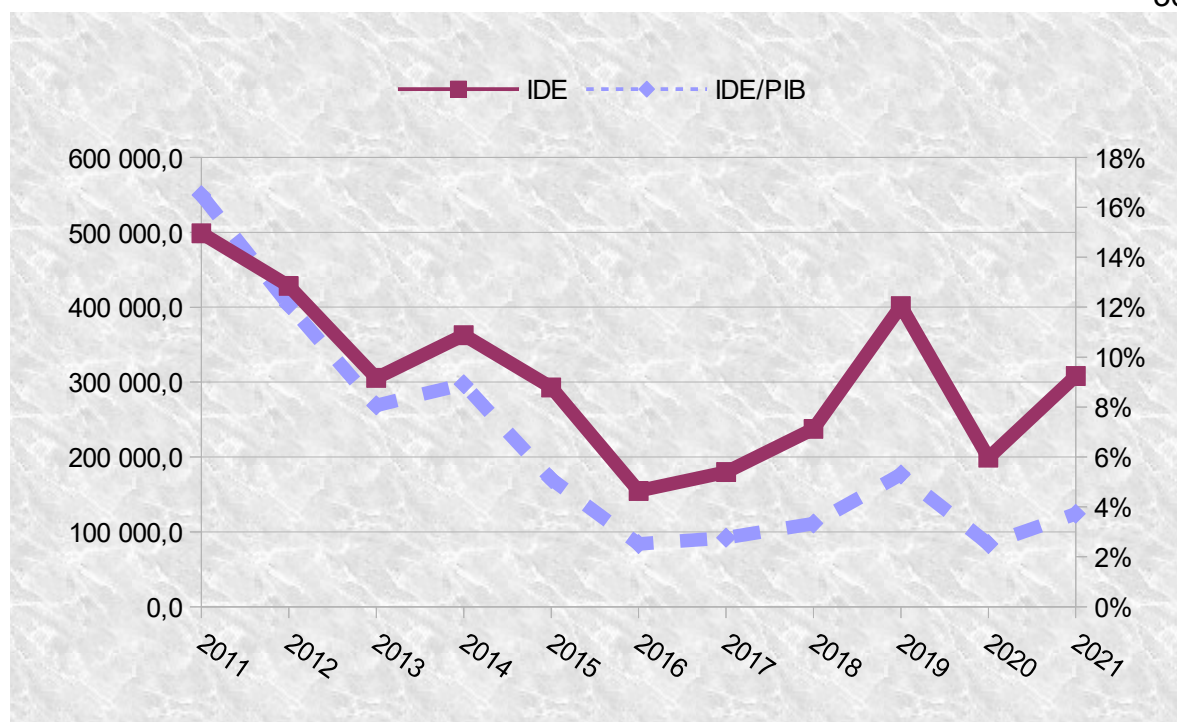
Source : BCEAO

3.1. Investissements directs étrangers

Les flux d'investissements directs étrangers se sont chiffrés à -308.083 millions en 2021 contre -198.958 millions en 2020, du fait notamment de la poursuite des travaux de construction du pipeline pour l'exportation du pétrole brut nigérien, la poursuite de la prospection minière et pétrolière ainsi que des forages sur les champs d'Agadem.

Comme l'indique le graphique 12 ci-après, le profil des investissements directs étrangers (IDE) présente une tendance haussière entamée depuis 2003, avant leur stabilisation relative entre 2015 et 2018.

Ce profil reflète l'intensification des activités aurifères ainsi que le regain des investissements dans les secteurs minier, pétrolier et des transports. **Graphique 12** : Evolution des investissements directs étrangers (IDE) de 2011 à 2021



Source : BCEAO

3.2. Investissements de portefeuille

Les investissements de portefeuille sont passés de -9.764 millions en 2020 à -382.416 millions en 2021, en lien notamment à l'accroissement des titres publics émis par le Trésor public nigérien, souscrits par les autres Etats de l'Union, temporisé par une baisse des créances vis-à-vis du secteur privé.

En effet, l'Etat a émis des obligations de relance suite à la mise en place du guichet spécial d'Obligations de Relance (OdR).

3.3. Autres investissements

Les autres investissements sont passés d'un solde de -354.900 millions en 2020 à -131.835 millions en 2021, imputable à la baisse des tirages publics et l'accroissement des amortissement. En effet, les tirages publics nets se sont contractés entre 2020 et 2021, passant de 385.997 millions à 164.419 millions. Pour le secteur privé, il est noté des remboursements des engagements antérieurs.

IV – Capitaux monétaires

Les flux générés par les opérations courantes et les mouvements de capitaux non monétaires déterminent le solde global de la balance des paiements. Ils retracent de façon agrégée l'incidence des transactions extérieures des secteurs public et privé non bancaires sur les créances et engagements extérieurs du secteur monétaire.

Ainsi, une variation négative des actifs extérieurs nets (AEN) du système bancaire correspond à un déficit de la balance des paiements tandis qu'une amélioration des actifs extérieurs nets traduit un excédent.

4.1. Créances et engagements extérieurs de la Banque Centrale

Les actifs extérieurs nets de la Banque Centrale sont passés de 396.519 millions en 2020 à 419.155 millions en 2021, soit un accroissement de 22.636 millions. Le tableau 16 ci-après donne l'évolution des créances et engagements extérieurs de la Banque Centrale depuis 2017.

Tableau 16 : Evolution des créances et engagements extérieurs de la Banque Centrale
(Montants en millions de FCFA)

	2017	2018	2019	2020	2021	Variation 2021/2020
Créances sur les non-résidents	714 237	621 919	920 412	916 999	1 075 684	158 686
Avoirs officiels de réserve	54 586	79 595	99 159	177 185	329 567	152 382
Monnaies Etrangères	1 237	676	2 135	3 080	4 342	1 262
Position de réserve au FMI	14 870	21 640	18 598	14 419	23 786	9 368
Avoirs en DTS	38 480	57 279	78 425	159 687	301 439	141 752
Autres actifs extérieurs	659 651	542 324	821 253	739 814	746 118	6 304
Engagements extérieurs	361 219	359 210	453 517	520 480	656 529	136 049
Engagements extérieurs de court terme	107 905	128 194	149 092	219 588	245 094	25 506
Crédits FMI	107 905	128 194	149 092	219 588	245 094	25 506
Autres engagements extérieurs	253 314	231 016	304 425	300 892	411 435	110 543
Allocation DTS	49 024	50 129	50 170	48 874	153 475	104 601
Dépôts transférables de non-résidents	2 021	2 113	3 231	2 173	1 674	-499
Autres dépôts non-résidents	2 387	3 163	10 509	5 158	5 717	559
Autres comptes à payer non-résidents	199 882	175 610	240 515	244 687	250 569	5 882
ACTIFS EXTERIEURS NETS	353 018	262 709	466 894	396 519	419 155	22 636

Source : BCEAO

L'analyse du tableau 16 ci-dessus révèle que la hausse des actifs extérieurs nets en 2021 provient de celle des autres actifs extérieurs (+6.304 millions), soutenue par une hausse des avoirs officiels de réserve (+152.382 millions) en lien avec les concours du FMI.

4.2. Créances et engagements des autres institutions de dépôts

Les actifs extérieurs nets des banques se sont réconfortés de 118.427 millions en passant de 163.288 millions en 2020 à 281.715 millions en 2021. Cette situation reflète une hausse des créances sur les non-résidents, plus importante que celle des engagements sur les non-résidents, comme l'indique le tableau 17 ci-après.

Tableau 17 : Evolution des créances et engagements des banques (Montants en millions de F CFA)

RUBRIQUES	2 017	2 018	2 019	2 020	2 021	Variation 2021/2020
Créances sur les non-résidents	276 204,0	284 073,0	435 416,0	375 519,0	511 046,0	135 527
Avoirs en monnaies étrangères	1 691,0	2 232,0	2 259,0	1 853,0	2 632,0	779
Dépôts	40 855,0	27 452,0	42 521,0	43 877,0	101 195,0	57 318
Dépôts transférables	32 988,0	26 805,0	39 032,0	35 070,0	93 822,0	58 752
Autres dépôts	7 867,0	647,0	3 489,0	8 807,0	7 373,0	-1 434
Crédits	82 309,0	160 008,0	185 693,0	137 484,0	114 767,0	-22 717
Autres crédits	82 309,0	160 008,0	185 563,0	137 484,0	114 767,0	-22 717
Titres autres qu'actions	150 329,0	90 756,0	200 570,0	188 560,0	288 757,0	100 197
Actions et autres titres de participation	838,0	3 488,0	3 987,0	3 510,0	3 517,0	7
Autres créances	182,0	137,0	386,0	235,0	178,0	-57
Engagements envers les non résidents	192 069,0	223 139,0	260 995,0	212 231,0	229 331,0	17 100
Dépôts	55 893,0	142 940,0	145 254,0	114 183,0	126 824,0	12 641
Dépôts transférables	49 827,0	99 113,0	93 251,0	90 877,0	74 964,0	-15 913
Autres dépôts	6 066,0	43 827,0	52 003,0	23 306,0	51 860,0	28 554
Crédits	136 174,0	80 199,0	114 078,0	98 025,0	94 298,0	-3 727
Autres crédits	136 174,0	80 199,0	114 078,0	97 025,0	94 298,0	-2 727
Autres engagements	2,0	0,0	1 663,0	23,0	8 209,0	8 186
Autres comptes à payer	2,0	0,0	1 663,0	23,0	8 209,0	8 186
ACTIFS EXTERIEURS NETS	84 135	60 934	174 421	163 288	281 715	118 427

Source : BCEAO

(1) Le signe (-) traduit une position extérieure débitrice. Le signe (+) traduit une position extérieure créditrice.

4.3. Actifs et engagements de la Banque Centrale et des autres institutions de dépôts

L'évolution du secteur monétaire en 2021 s'est traduite par une appréciation de 141.063 millions, imputable aux actifs extérieurs nets de la Banque Centrale et des banques. La prise en compte de la contrepartie des réévaluations d'engagements officiels du Niger vis-à-vis du FMI conduit à un solde global de la balance des paiements excédentaire de 140.213 millions contre un solde déficitaire de 80.036 millions en 2020.

Tableau 18 : Evolution des actifs extérieurs nets (AEN) (Montants en millions de F CFA)

Rubriques	2017	2018	2019	2020	2021
Variation des AEN de la BC	107 661	90 309	-204 185	70 143	-22 636
Variation des AEN du sect. Banc.	27 264	23 201	-113 487	11 133	-118 427
Solde monétaire	134 925	113 510	-317 672	81 276	-141 063
Réévaluation	53	420	-263	-1 239	850
Ajustement passage manuel 2001 des statistiques monétaires	0	0	0	0	0
Solde global de la balance des paiements	-134 978	-113 930	317 935	-80 036	140 213

Source : BCEAO

V – Position extérieure globale

A la différence de la balance des paiements qui enregistre des flux financiers et non financiers entre les résidents et les non-résidents, la position extérieure globale (PEG) recense l'encours des créances et des dettes financières des résidents vis-à-vis des non-résidents au 31 décembre de chaque année. La PEG représente un état de patrimoine et a pour objectif de retracer, de manière aussi exhaustive que possible, l'ensemble des actifs et des passifs financiers d'un pays (les résidents) vis-à-vis de l'extérieur (les non-résidents). Elle complète les informations fournies par la balance des paiements, en rendant compte des variations de prix et de taux de change qui affectent le patrimoine financier des agents entre le début et la fin de l'année.

5.1 Variation de la position extérieure globale

La position extérieure globale nette (PEGN) du Niger s'est située à -7.829.954 millions à fin 2021 contre un solde de -7.162.466 millions un an plus tôt. Ce résultat traduit une augmentation des engagements, en dépit de la hausse des avoirs.

Les stocks d'actifs et de passifs financiers de l'économie nigérienne vis-à-vis du reste du monde à fin 2021 sont retracés à l'annexe 1.18.

Tableau 19 : Stocks d'actifs et de passifs financiers entre 2020 et 2021 (*Montants en millions*)

Poste	2 020	Autres flux	2 021
Stock d'actifs financiers	1 579 630	25 660	1 928 926
Investissements directs	164 793	0	186 531
Investissements de portefeuille	109 130	0	112 315
Dérivés financiers	0	0	2 118
Autres investissements	388 707	850	527 468
Monnaie fiduciaire et dépôts	78 681	0	135 868
Prêts	198 362	850	275 132
Régime d'assurance, de pens. et de garant.	398	0	368
Crédits commerciaux et avances	108 562	0	115 129
Autres comptes à payer/à recevoir	2 705	0	970
Avoirs de réserves	174 105	24 810	325 225
Droits de tirage spéciaux	159 687	13 066	301 439
Position de réserve au FMI	14 419	11 745	23 786
Autres avoirs	742 893	0	775 269
Stocks de passifs financiers	8 742 096	17 276	9 758 880
Investissements directs	4 750 192	0	5 075 883
Investissements de portefeuille	643 796	0	1 029 396
Dérivés financiers	0	0	0
Autres investissements	3 348 107	17 276	3 653 601
Autres titres de participation	0	0	0
Monnaie fiduciaire et dépôts	134 662	0	150 449
Prêts	2 749 550	10 623	2 902 692
Crédits commerciaux et avances	112 830	0	115 165
Autres comptes à payer/à recevoir	302 192	0	331 820
Droits de tirage spéciaux	48 874	6 652	153 475
Position extérieure globale nette (A) - (B)	-7 162 466	8 385	-7 829 954

Source : BCEAO

Les avoirs bruts recensés sous forme d'investissements directs, d'investissements de portefeuille, de créances commerciales ou d'avoirs en devises officielles se sont établis à 1.928.926 millions en 2021 contre 1.579.630 millions en 2020.

Cette situation résulte principalement des avoirs extérieurs de la Banque Centrale et des banques. Quant aux engagements bruts, ils ont été évalués à 9.758.880 millions en 2021 contre 8.742.096 millions en 2020, imputable principalement aux « investissements directs étrangers » et aux « autres investissements ».

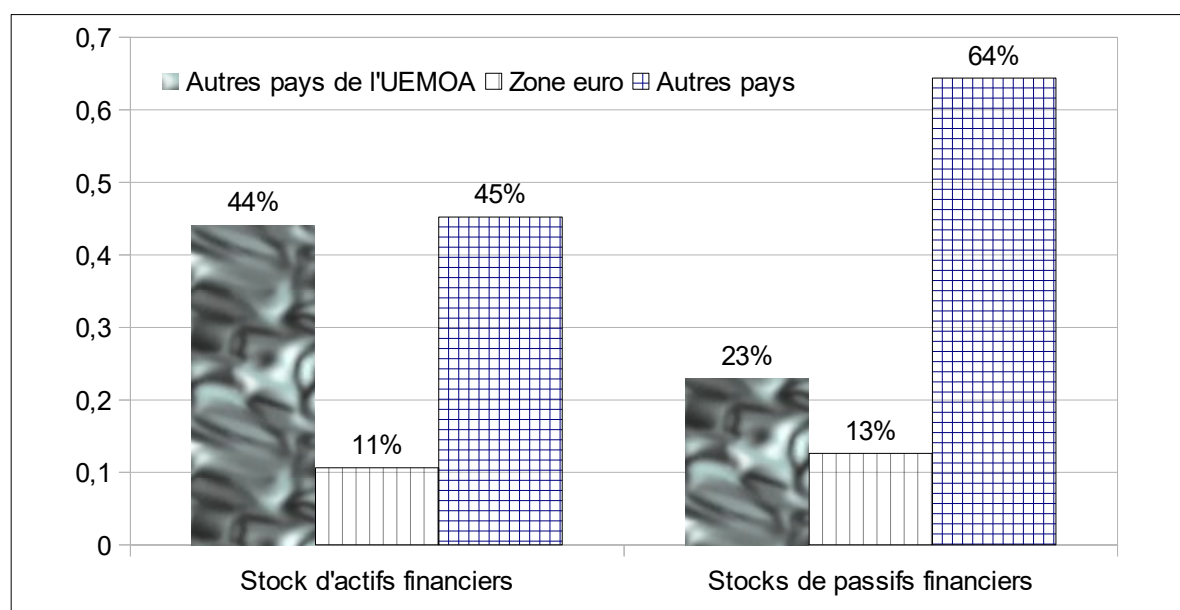
5.2 Ventilation géographique et sectorielle de la position extérieure globale

La ventilation géographique des actifs financiers fait ressortir la prédominance des pays de l'UEMOA et des autres pays avec respectivement 44% et 45% (voir graphique 13).

Les avoirs des autorités monétaires, les investissements directs étrangers et les autres investissements représentent respectivement 57,1%, 9,7% et 27,3% des stocks d'actifs.

Les engagements financiers ont cru au cours de la période, dominés par les autres pays (hors UEMOA et zone euro) (64%), la zone UEMOA (23%) et la zone euro (13%). Ils sont essentiellement constitués des investissements directs étrangers, des dépôts, des prêts, des crédits commerciaux et des autres comptes à payer/ à recevoir.

Graphique 13 : Ventilation géographique des stocks d'actifs et de passifs financiers en 2021



Source : BCEAO

CONCLUSION

Les échanges extérieurs au cours de l'année 2021 se sont traduits par un excédent du solde global de la balance des paiements de 140.213 millions, en raison d'un accroissement de l'excédent du compte financier beaucoup plus important que le déficit du compte de transactions courantes et de capital.

En effet, l'évolution du compte financier a été portée par les investissements directs étrangers dans les domaines pétroliers (projet du pipeline notamment) et miniers et les investissements de portefeuille avec les émissions des titres publics, qui ont plus que compensé la baisse des autres investissements.

La dégradation du déficit du compte courant de 11,4% est imputable à la détérioration de la balance des biens et services, nonobstant une amélioration du solde du revenu secondaire. La balance commerciale a été marquée par une hausse des importations de 10,2%, induite par les achats de biens d'équipements et intermédiaires dans le cadre de l'exécution des grands projets d'investissements publics (barrage de Kandadji, routes, etc.) et privés (construction du pipeline de transports du pétrole brut et projets miniers). Cette situation a été modérée par une hausse des exportations de 4,6%, imputable aux produits agropastoraux et pétroliers.

En vue de la maîtrise du déficit structurel des transactions courantes, l'amélioration du solde global de la balance des paiements du Niger, il est recommandé :

- **poursuivre le renforcement de la sécurité des personnes et de leurs biens**, condition nécessaire pour la réalisation de toute activité économique ;
- **intensifier la mise en œuvre du programme pôles agro-industriels**, en vue de la transformation structurelle de l'agriculture et de la modernisation du monde rural ;
- **poursuivre les réformes visant l'amélioration de l'environnement des affaires**, notamment en créant les conditions pour une mise en œuvre satisfaisante des nouveaux projets portés par les investisseurs privés nationaux et étrangers ;
- **renforcer le soutien aux PME/PMI**, avec l'intensification des activités du Fonds National d'Appui aux Petites et Moyennes Entreprises et Moyennes Industries (FONAP), l'accélération de la mise en œuvre du dispositif de soutien aux PME/PMI, l'adoption de la Charte des PME, la mise en œuvre de la stratégie nationale de promotion des PME, l'instauration de programmes d'éducation financière, l'accélération de la mise place de la finance islamique pour améliorer le taux de bancarisation, la réduction des délais de paiements des fournisseurs publics, la prise de mesures pour favoriser l'émergence d'entreprises locales championnes et la réduction des coûts des facteurs (énergie, transport), afin de mieux accompagner les

entreprises du tissu productif de l'économie nationale et favoriser l'industrialisation du pays ;

- **diversifier l'offre locale de produits alimentaires, de biens manufacturés et ceux destinés à l'exportation**, par le développement des chaînes de valeur des secteurs bétail, oignon, lait, sucre, sésame et riz, la création de nouvelles unités de production de ciment, afin de réduire les importations de ce produit, et diversifier l'offre de produits pétroliers raffinés avec la production du Jet A1 par la société de raffinage ainsi que l'élaboration et l'adoption d'une politique industrielle, la mise à jour de la politique commerciale et de promotion du secteur privé ainsi que l'adoption de la stratégie ZLECAf ;
- **poursuivre le recours aux Partenariats Public-Privé (PPP) dans les secteurs porteurs de croissance**, en privilégiant les montages non générateurs d'endettement pour l'Etat ;
- **Poursuivre l'amélioration de l'inclusion financière**, en vue d'une extension du réseau bancaire, notamment au niveau des zones frontalières à fortes potentialités économiques ;
- **produire des notes sectorielles monographiques mettant en évidence les atouts et les faiblesses des différents secteurs économiques** ;
- **intensifier la mise en place des politiques visant l'accroissement de l'offre locale de services de transport, d'ingénierie, de santé, d'éducation et de bâtiments et travaux publics**, par le renouvellement du parc automobile, la poursuite du renforcement des plateaux techniques des centres de santé ainsi que l'amélioration de la qualité et la diversification de l'offre de formations, en vue de réduire la demande extérieure nette des services qui constitue l'une des principales sources du déficit courant du pays ;
- **poursuivre la mise en place de politiques visant à promouvoir les industries culturelles et touristiques**, à travers le renforcement de la sécurité des sites et l'amélioration de la qualité des œuvres artistiques et culturelles ;
- **renforcer la collaboration entre les acteurs en charge des statistiques du compte extérieur, afin d'améliorer la qualité des statistiques produites au niveau national.**

ANNEXES

Pages

ANNEXE SOMMAIRE

Annexe 1.1 : Balance des paiements en termes de transactions (Présentation résumée)	39
Annexe 1.2 : Balance des paiements en termes de transactions (Optique BCEAO)	40
Annexe 1.3 : Evolution récente de la balance des paiements en termes de transactions	41
Annexe 1.4 : Compte de transactions courantes	42
Annexe 1.5 : Compte de biens et services	43
Annexe 1.6 : Compte de biens	44
Annexe 1.7 : Evolution des exportations de biens	44
Annexe 1.8 : Exportations par principaux produits	45
Annexe 1.9 : Ventilation géographique des exportations de marchandises	45
Annexe 1.10 : Evolution des importations de biens	46
Annexe 1.11 : Importations par principaux produits	46
Annexe 1.12 : Ventilation géographique des importations de marchandises	47
Annexe 1.13 : Evolution de la balance des services	48
Annexe 1.14 : Evolution du compte de revenu primaire	48
Annexe 1.15 : Evolution du compte de revenu secondaire	48
Annexe 1.16 : Evolution du compte de capital	49
Annexe 1.17 : Evolution du compte financier	49
Annexe 1.18 : Variation de la position extérieure globale nette	50
Annexe 1.19 : Ventilation sectorielle de la position extérieure globale (fin de période)	51
Annexe 1.20 : Orientation géographique de la position extérieure globale (fin de période)	52
Annexe 1.21 : Présentation détaillée de la balance des paiements 2021 (Optique FMI)	53
Annexe 2 1 : Estimation de la matrice des échanges intra-communautaires en 2021 à partir des statistiques officielles	61
Annexe 2 2 : Estimation de la matrice des échanges intra-communautaires non contrôlés en 2021	61
Annexe 2 3 : Estimation de la matrice totale des échanges intra-communautaires en 2021	62
Annexe 2 4 : Estimation de la matrice totale des échanges intra-communautaires en 2020	61
Annexe 2 5 : Estimation de la matrice des flux touristiques intra-communautaires en 2021	61
Annexe 2 6 : Estimation de la matrice des flux touristiques intra-communautaires en 2020	61
Annexe 2 7 : Estimation de la matrice des flux relatifs aux envois de fonds des travailleurs migrants intra-communautaires en 2021	62
Annexe 2 8 : Estimation de la matrice des flux relatifs aux envois de fonds des travailleurs migrants intra-communautaires en 2020	62

ANNEXE :

Annexe 1.1 : Balance des paiements en termes de transactions (Présentation résumée)

(En millions de FCFA)

	Poste	Crédit	Débit	Solde
1	Compte des transactions courantes	1 380 696	2 544 709	-1 164 013
1.A	Biens et services	826 546	2 234 957	-1 408 411
1.A.a	Biens	671 900	1 565 182	-893 282
1.A.a.1	Marchandises générales	628 240	1 563 299	-935 060
1.A.a.1.1	<i>Dont : Réexportations</i>	74 800	0	74 800
1.A.a.2	Exportations nettes dans le cadre du négoce	0	1 883	-1 883
1.A.a.3	Or non monétaire	43 660	0	43 660
1.A.b	Services	154 646	669 775	-515 129
1.A.b.3	Transport	13 918	426 934	-413 016
1.A.b.3.0.2	<i>Dont : Fret</i>	1 116	406 832	-405 716
1.A.b.4	Voyage	66 365	58 615	7 751
1.A.b.0	Autres services	74 363	184 226	-109 864
1.B	Revenu primaire	99 217	230 500	-131 282
1.B.1	Revenus des salariés	52 579	43 119	9 460
1.B.2	Revenus des investissements	46 638	175 403	-128 765
1.B.3	Autres revenus primaires	0	11 978	-11 978
1.C	Revenu secondaire	454 932	79 252	375 680
1.C.1	Administrations publiques	200 491	4 197	196 294
1.C.1.4	<i>Aides budgétaires</i>	158 994	0	158 994
1.C.2	Autres secteurs	254 441	75 055	179 387
1.C.2.1.1	<i>Dont : Envois de fonds des travailleurs</i>	143 354	64 943	78 411
2	Compte de capital	489 547	234	489 314
2.1	Acquisitions/cessions d'actifs non fin. non prod.	138	40	98
2.2	Transfert en capital	489 409	194	489 216
2.2.1	Administrations publiques	446 150	0	446 150
	<i>Remises de dettes</i>	0	0	0
2.2.2	Autres secteurs	43 260	194	43 066
3	Compte financier	321 481	1 003 670	-682 189
3.1	Investissements directs	21 770	329 853	-308 083
3.2	Investissements de portefeuille	3 184	385 600	-382 416
3.3	Dérivés financiers	-69	0	-69
3.4	Autres investissements	3 233	135 068	-131 835
3.5	Avoirs de réserves	293 363	153 149	140 213
6	Erreurs et omissions nettes	-1 548 762	-1 541 272	-7 490

Source : BCEAO

Annexe 1.2 : Balance des paiements en termes de transactions (Optique BCEAO)

(En millions de FCFA)

	Poste	Crédit	Débit	Solde
1	Compte des transactions courantes	1 380 696	2 544 709	-1 164 013
1.A	Biens et services	826 546	2 234 957	-1 408 411
1.A.a	Biens	671 900	1 565 182	-893 282
1.A.a.1	Marchandises générales	628 240	1 563 299	-935 060
1.A.a.1.1	<i>Dont : Réexportations</i>	74 800	0	74 800
1.A.a.2	Exportations nettes dans le cadre du négoce	0	1 883	-1 883
1.A.a.3	Or non monétaire	43 660	0	43 660
1.A.b	Services	154 646	669 775	-515 129
1.A.b.3	Transport	13 918	426 934	-413 016
1.A.b.3.0.2	<i>Dont : Fret</i>	1 116	406 832	-405 716
1.A.b.4	Voyage	66 365	58 615	7 751
1.A.b.0	Autres services	74 363	184 226	-109 864
1.B	Revenu primaire	99 217	230 500	-131 282
1.B.1	Revenus des salariés	52 579	43 119	9 460
1.B.2	Revenus des investissements	46 638	175 403	-128 765
1.B.3	Autres revenus primaires	0	11 978	-11 978
1.C	Revenu secondaire	454 932	79 252	375 680
1.C.1	Administrations publiques	200 491	4 197	196 294
1.C.1.4	<i>Aides budgétaires</i>	158 994	0	158 994
1.C.2	Autres secteurs	254 441	75 055	179 387
1.C.2.1.1	<i>Dont : Envois de fonds des travailleurs</i>	143 354	64 943	78 411
2	Compte de capital	489 547	234	489 314
2.1	Acquisitions/cessions d'actifs non fin. non prod.	138	40,15	98
2.2	Transfert en capital	489 409	194	489 216
2.2.1	Administrations publiques	446 150	0	446 150
	<i>Remises de dettes</i>	0	0	0
2.2.2	Autres secteurs	43 260	194	43 066
3	Compte financier	28 119	850 521	-822 402
3.1	Investissements directs	21 770	329 853	-308 083
3.2	Investissements de portefeuille	3 184	385 600	-382 416
3.3	Dérivés financiers	-69	0	-69
3.4	Autres investissements	3 233	135 068	-131 835
	Administration publique	1 043	164 419	-163 377
3.5	Autres secteurs	2 191	-29 351	31 542
6	Erreurs et omissions nettes	-1 548 762	-1 541 272	-7 490
7	Solde global	293 363	153 149	140 213
8	Avoirs et engagements extérieurs	-293 363	-153 149	-140 213
8.1	Banque centrale	-158 686	-136 049	-22 636
8.2	Autres institutions de dépôts	-134 677	-17 100	-117 577

Source : BCEAO

**Annexe 1.3 : Evolution récente de la balance des paiements
en termes de transactions**

(En millions de FCFA)

	Poste	2017	2018	2019	2020	2021
1	Compte des transactions courantes	-739 971	-902 614	-921 310	-1 045 111	-1 164 013
1.A	Biens et services	-874 017	-1 065 650	-1 176 722	-1 268 759	-1 408 411
1.A.a	Biens	-434 166	-599 497	-703 155	-777 533	-893 282
1.A.a.1	Marchandises générales	-460 330	-624 910	-725 532	-819 062	-935 060
1.A.a.1.1	<i>Dont : Réexportations</i>	103 456	108 563	88 707	72 231	74 800
1.A.a.2	Exportations nettes dans le cadre du négoce	33	0	0	-262	-1 883
1.A.a.3	Or non monétaire	26 131	25 413	22 377	41 791	43 660
1.A.b	Services	-439 852	-466 153	-473 567	-491 227	-515 129
1.A.b.3	Transport	-314 615	-350 562	-377 158	-384 475	-413 016
1.A.b.3.0.2	<i>Dont : Fret</i>	-294 026	-331 873	-357 948	-368 365	-405 716
1.A.b.4	Voyage	1 664	1 852	7 645	1 839	7 751
1.A.b.0	Autres services	-126 900	-117 443	-104 053	-108 591	-109 864
1.B	Revenu primaire	-105 457	-107 055	-113 013	-119 733	-131 282
1.B.1	Revenus des salariés	10 779	12 249	13 921	3 830	9 460
1.B.2	Revenus des investissements	-108 609	-110 101	-117 128	-113 178	-128 765
1.B.3	Autres revenus primaires	-7 627	-9 203	-9 806	-10 385	-11 978
1.C	Revenu secondaire	239 504	270 091	368 425	343 381	375 680
1.C.1	Administrations publiques	132 077	142 443	219 159	191 542	196 294
1.C.1.4	<i>Aides budgétaires</i>	117 957	125 669	193 100	163 763	158 994
1.C.2	Autres secteurs	107 427	127 648	149 266	151 839	179 387
1.C.2.1.1	<i>Dont : Envois de fonds des travailleurs</i>	43 972	50 083	62 296	68 361	78 411
2	Compte de capital	236 953	346 578	369 790	405 983	489 314
2.1	Acquisitions/cessions d'actifs	2 872	2 524	-710	1 339	98
2.2	Transfert en capital	234 081	344 054	370 500	404 643	489 216
2.2.1	Administrations publiques	200 967	303 264	320 939	372 235	446 150
	<i>Remises de dettes</i>	0	0	0	0	0
2.2.2	Autres secteurs	33 114	40 790	49 561	32 409	43 066
3	Compte financier	-372 966	-446 320	-873 947	-563 622	-822 402
3.1	Investissements directs	-179 784	-237 412	-401 419	-198 958	-308 083
3.2	Investissements de portefeuille	-30 992	-79 253	-155 729	-9 764	-382 416
3.3	Dérivés financiers	0	0	0	0	-69
3.4	Autres investissements	-162 189	-129 656	-316 799	-354 900	-131 835
3.4.0.3	Administration publique	-161 374	-134 160	-268 780	-385 997	-163 377
3.4.0.4	Autres secteurs	-816	4 504	-48 019	31 097	31 542
6	Erreurs et omissions nettes	-4 925	-4 214	-4 491	-4 530	-7 490
7	Solde global	-134 978	-113 930	317 935	-80 036	140 213
8	Avoirs et engagements extérieurs	134 978	113 930	-317 935	80 036	-140 213
8.1	Banque centrale	107 714	90 729	-204 448	68 903	-22 636
8.2	Autres institutions de dépôts	27 264	23 201	-113 487	11 133	-117 577

Annexe 1.8 : Exportations par principaux produits

(En millions de FCFA)

Poste	2017	2018	2019	2020	2021
Uranium	169 556	117 191	128 485	145 470	104 968
Bétail	65 446	74 742	69 804	64 370	75 168
Oignons	78 090	86 385	92 974	87 647	100 336
Pétrole raffiné	151 396	129 305	128 400	105 370	130 767
Niébé	64 950	77 450	71 474	67 336	79 880
Or non monétaire	26 131	25 413	22 377	41 791	43 660
Autres march. Génér.	146 274	157 732	146 214	130 360	137 121
dont réexportation	104 387	108 563	88 707	72 231	74 800
Total exportations de biens	701 843	668 217	659 728	642 345	671 900

Source : BCEAO

Annexe 1.9 : Ventilation géographique des exportations de marchandises

(Valeur en millions FCFA)

ZONES GEOGRAPHIQUES	2017	2018	2019	2020	2021
EUROPE	188 113	121 857	93 922	132 488	87 996
France	157 439	106 552	85 826	122 273	81 269
Espagne	15	45	5 492	7 334	405
Allemagne	170	903	958	1 743	1 941
AFRIQUE	384 707	248 314	276 022	208 929	289 660
UEMOA	147 642	92 994	111 333	148 481	172 929
Bénin	39 057	15 163	15 377	17 612	15 182
Burkina	28 220	15 638	21 055	52 860	59 759
Côte d'Ivoire	3 485	4 886	5 955	5 118	6 685
Guinée-Bissau	70	10	0	0	0
Mali	69 243	43 523	54 667	62 458	83 941
Sénégal	3 620	1 111	1 922	1 476	571
Togo	3 947	12 664	12 356	8 957	6 791
CEDEAO (hors UEMOA)	204 222	151 559	148 556	32 488	55 119
Nigeria	199 213	125 885	116 899	23 275	35 134
Ghana	4 729	25 610	31 560	9 054	18 354
AUTRES PAYS D'AFRIQUE	32 843	3 761	0	27 960	30 855
AMERIQUE	22 266	21 083	13 134	44 061	23 787
USA	21 969	20 369	12 265	12 572	115
Canada	4	20	863	31 489	23 670
Autres	293	695	6	0	2
ASIE	5 497	71 953	62 506	42 537	32 072
Chine	2 097	26 359	164	91	174
Dubai	2 458	20 165	22 377	37 154	35 436
Corée du Sud	13	250	17 830	1	0
Japon	15	3 155	21 150	5 149	4
Autres pays	363	161	1	36	8
TOTAL	600 947	463 369	445 585	428 052	433 523

Source : Institut National de la Statistique (INS) et BCEAO avec prise en compte des résultats de la quatorzième réunion de la Cellule sous-régionale chargée de la réconciliation des données sur les échanges intra-UEMOA.

Annexe 1.10 : Evolution des importations de biens*(En millions de FCFA)*

Poste	2017	2018	2019	2020	2021
Marchandises générales	1 136 009	1 267 714	1 362 883	1 419 878	1 565 182
Or non monétaire	0	0	0	0	0
Importations nettes de biens dans le cadre du négoce international	0	0	0	0	0
Total importations de biens	1 136 009	1 267 714	1 362 883	1 419 878	1 565 182
Importations de biens / PIB	17,5%	17,8%	17,9%	18,0%	18,9%

Source : BCEAO

Annexe 1.11 : Importations par principaux produits*(En millions de FCFA)*

Poste	2017	2018	2019	2020	2021
Produits alimentaires	331 330	397 560	419 142	485 301	544 963
Autres biens de consommation courante	225 166	227 533	231 193	320 198	290 776
Produits pétroliers et énergétiques	93 290	73 886	81 257	88 576	105 768
Matières premières et biens intermédiaires	305 560	360 792	372 898	326 221	386 828
Biens d'équipement	370 368	456 111	547 207	494 623	565 630
Produits divers	105 929	81 741	65 863	74 468	78 539
Total importations de biens CAF	1 431 643	1 597 623	1 717 559	1 789 386	1 972 505
Total importations de biens FOB	1 136 009	1 267 714	1 362 883	1 419 878	1 565 182

Source : BCEAO

Annexe 1.12 : Ventilation géographique des importations de marchandises

(Valeur en millions FCFA)

ZONES GEOGRAPHIQUES (**)	2017	2018	2019	2020	2021
EUROPE	250 487	322 334	398 855	440 249	400 730
France	120 252	156 590	170 984	195 833	218 348
Royaume-Uni	1 492	3 711	2 763	1 662	1 620
Allemagne	22 877	34 418	26 773	29 305	46 550
Pays-Bas	19 287	8 441	9 537	12 202	13 730
Espagne	7 498	8 528	6 757	8 446	7 039
Italie	11 580	15 335	16 780	7 780	10 953
AFRIQUE	310 007	378 590	391 009	374 426	425 718
UEMOA	176 247	202 858	208 754	208 261	217 324
Bénin	31 904	56 534	52 972	35 858	40 464
Burkina	12 936	12 489	17 993	31 135	18 679
Côte d'Ivoire	44 930	59 606	65 647	67 523	70 585
Guinée-Bissau	0	0	0	7	0
Mali	19 482	19 234	11 067	10 783	23 953
Sénégal	10 977	9 083	10 041	12 239	13 298
Togo	56 019	45 912	51 035	50 717	50 346
CEDEAO (hors UEMOA)	96 538	133 017	122 558	119 389	159 344
Nigeria	66 378	92 564	87 318	80 175	116 002
Ghana	30 026	40 395	35 122	39 133	42 972
AUTRES PAYS D'AFRIQUE	37 222	42 716	59 697	46 775	49 050
AMERIQUE	162 396	134 444	116 258	141 426	144 228
USA	141 560	108 673	93 178	94 210	99 687
Brésil	15 017	19 797	16 380	30 594	25 177
Argentine	1 254	1 536	1 415	1 134	861
ASIE	376 151	568 497	662 612	638 352	656 391
Japon	38 172	35 887	47 509	49 628	64 733
Pakistan	7 823	15 726	6 929	31 352	18 481
Rep,Pop,Chine	132 647	293 269	331 237	320 599	288 218
Inde	27 704	35 506	57 298	71 243	132 764
Arabie Saoudite	618	974	960	1 189	827
Thaïlande	106 123	129 963	129 980	102 740	91 872
Autres	63 064	57 171	88 699	61 601	59 496
Autres pays	7 437	4 338	2 091	3 758	2 050
TOTAL	1 106 478	1 508 204	1 570 825	1 598 210	1 629 116

Source : Institut National de la Statistique (INS) et BCEAO avec prise en compte des résultats de la dixième réunion de la Cellule sous-régionale chargée de la réconciliation des données sur les échanges intra-UEMOA.

Annexe 1.13 : Evolution de la balance des services

(En millions de FCFA)

Poste	2 016	2 017	2 018	2 019	2 020	2 021
Transport	-283 514	-314 615	-350 562	-377 158	-384 475	-413 016
<i>Dont fret</i>	-263 313	-294 026	-331 873	-357 948	-368 365	-405 716
Voyage	1 516	1 664	1 852	7 645	1 839	7 751
Autres services	-80 991	-126 900	-117 443	-104 053	-108 591	-109 864
Total services nets	-362 989	-439 852	-466 153	-473 567	-491 227	-515 129

Source : BCEAO

Annexe 1.14 : Evolution du compte «revenu primaire»

(En millions de FCFA)

Poste	2 016	2 017	2 018	2 019	2 020	2 021
Rémunérations des salariés	7 473	10 779	12 249	13 921	3 830	9 460
Revenus des investissements	-97 093	-108 609	-110 101	-117 128	-113 178	-128 765
<i>Dont intérêts sur la dette publique hors titres</i>	-18 400	-16 400	-21 237	-22 198	-28 404	-28 404
Autres revenus primaires	-7 073	-7 627	-9 203	-9 806	-10 385	-11 978
Revenu primaire net	-96 694	-105 457	-107 055	-113 013	-119 733	-131 282

Source : BCEAO

Annexe 1.15 : Evolution du compte «revenu secondaire»

(En millions de FCFA)

Poste	2 016	2 017	2 018	2 019	2 020	2 021
Administration publique	82 828	132 077	142 443	219 159	191 542	196 294
<i>Dont aide budgétaire</i>	66 200	117 957	125 669	193 100	163 763	158 994
Autres secteurs	82 075	107 427	127 648	149 266	151 839	179 387
<i>Dont envois de fonds des travailleurs</i>	32 367	43 972	50 083	62 296	68 361	78 411
Revenu secondaire net	164 903	239 504	270 091	368 425	343 381	375 680

Source : BCEAO

Annexe 1.16 : Evolution du compte de capital*(En millions de FCFA)*

Poste	2017	2018	2019	2020	2021
Acquisitions/cessions d'actifs non financiers non produits	2 872	2 524	-710	1 339	98
Transferts de capital	234 081	344 054	370 500	404 643	489 216
Administration publique	200 967	303 264	320 939	372 235	446 150
<i>Dont remises de dettes</i>	0	0	0	0	0
Autres secteurs	33 114	40 790	49 561	32 409	43 066
Solde du compte de capital	236 953	346 578	369 790	405 983	489 314

Source : BCEAO

Annexe 1.17 : Evolution du compte des opérations financières (Optique BCEAO)*(En millions de FCFA)*

Poste	2 017	2 018	2 019	2 020	2 021
Investissements directs	-179 784	-237 412	-401 419	-198 958	-308 083
Investissements de portefeuille	-30 992	-79 253	-155 729	-9 764	-382 416
Dérivés financiers	0	0	0	0	-69
Autres investissements	-162 189	-129 656	-316 799	-354 900	-131 835
Solde du compte financier	-372 966	-446 320	-873 947	-563 622	-822 402

Source : BCEAO

Annexe 1.18 : Variation de la position extérieure globale nette

(En millions de FCFA)

	Poste	2 020	Autres flux	2 021
A	Stock d'actifs financiers	1 579 630	25 660	1 928 926
1	Investissements directs	164 793	0	186 531
2	Investissements de portefeuille	109 130	0	112 315
3	Dérivés financiers	0	0	2 118
4	Autres investissements	388 707	850	527 468
4.1	Autres titres de participation	0	0	0
4.2	Monnaie fiduciaire et dépôts	78 681	0	135 868
4.3	Prêts	198 362	850	275 132
4.4	Régime d'assurance, de pens. et de garant.	398	0	368
4.5	Crédits commerciaux et avances	108 562	0	115 129
4.6	Autres comptes à payer/à recevoir	2 705	0	970
5	Avoirs de réserves	174 105	24 810	325 225
5.1	Or monétaire	0	0	0
5.2	Droits de tirage spéciaux	159 687	13 066	301 439
5.3	Position de réserve au FMI	14 419	11 745	23 786
6	Autres avoirs	742 893	0	775 269
B	Stocks de passifs financiers	8 742 096	17 276	9 758 880
1	Investissements directs	4 750 192	0	5 075 883
2	Investissements de portefeuille	643 796	0	1 029 396
3	Dérivés financiers	0	0	0
4	Autres investissements	3 348 107	17 276	3 653 601
4.2	Autres titres de participation	0	0	0
4.3	Monnaie fiduciaire et dépôts	134 662	0	150 449
4.4	Prêts	2 749 550	10 623	2 902 692
4.5	Régime d'assurance, de pens. et de garant.	0	0	0
4.6	Crédits commerciaux et avances	112 830	0	115 165
4.7	Autres comptes à payer/à recevoir	302 192	0	331 820
4.8	Droits de tirage spéciaux	48 874	6 652	153 475
C	Position extérieure globale nette (A) - (B)	-7 162 466	8 385	-7 829 954

Source : BCEAO

Annexe 1.19 : Ventilation sectorielle de la position extérieure globale à fin 2020

(En millions de FCFA)

	Poste	Banque centrale	Autres institutions de dépôts	Administration publique	Autres secteurs			TOTAL
					Sous total	Autres Sté. Financières	Sté. Non Financières	
	Stock d'actifs financiers	916 999	175 207	0	461 612	20 490	441 122	1 553 818
1	Investissements directs	0	0	0	173 904	0	173 904	173 904
2	Investissements de portefeuille	0	4 245	0	115 227	10 212	105 015	119 472
3	Dérivés financiers	0	0	0	0	0	0	0
4	Autres investissements	0	170 962	0	172 481	10 278	162 203	343 443
5	Avoirs de réserves	916 999	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	916 999
5.1	Or monétaire	0	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	0
5.2	Droits de tirage spéciaux	159 687	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	159 687
5.3	Position de réserve au FMI	14 419	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	14 419
5.4	Autres avoirs de réserve	742 893	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	742 893
								0
	Stocks de passifs financiers	521 931	206 377	2 836 791	5 463 499	5 991	5 457 507	9 028 598
1	Investissements directs	0	0	0	5 168 343	n.a.	5 168 343	5 168 343
2	Investissements de portefeuille	0	9 018	625 438	13 317	337	12 980	647 773
3	Dérivés financiers	0	0	0	0	0	0	0
4	Autres investissements	521 931	197 359	2 211 353	281 839	5 655	276 185	3 212 482
	Avoirs de réserves		n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	0
	Or monétaire		n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	0
	Droits de tirage spéciaux		n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	0
	Position de réserve au FMI		n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	0
	Autres avoirs de réserve		n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	0
	Position extérieure globale nette	395 068	-31 170	-2 836 791	-5 001 886	14 499	-5 016 385	-7 474 779

Source : BCEAO

Annexe 1.20 : Orientation géographique de la position extérieure globale à fin 2021

(En millions de FCFA)

	Poste	Autres pays de l'UEMOA	Zone euro	Autres pays	Total
	Stock d'actifs financiers	851 636	204 937	872 353	1 928 926
1	Investissements directs	50 610	58 572	77 350	186 531
2	Investissements de portefeuille	36 812	25 503	50 000	112 315
3	Dérivés financiers	2 095	0	23	2 118
4	Autres investissements	296 256	120 863	110 349	527 468
5	Avoirs de réserves	465 864	0	634 631	1 100 494
5.1	Or monétaire	0	0	0	0
5.2	Droits de tirage spéciaux	0	0	301 439	301 439
5.3	Position de réserve au FMI	0	0	23 786	23 786
6	Autres avoirs extérieurs	465 864	0	309 406	775 269
	Stocks de passifs financiers	2 245 965	1 230 812	6 279 995	9 756 772
1	Investissements directs	381 602	941 096	3 751 078	5 073 775
2	Investissements de portefeuille	1 026 672	249	2 475	1 029 396
3	Dérivés financiers	0	0	0	0
4	Autres investissements	837 692	289 468	2 526 441	3 653 601
	Position extérieure globale nette	-1 394 330	-1 025 875	-5 407 642	-7 827 846,3

Source : BCEAO

Annexe 1. 21 : Présentation détaillée de la balance des paiements 2021 (Optique FMI)

Code	Libellé poste	Crédit	Débit	Solde
	. Compte des transactions courantes	1 380 696	2 544 709	-1 164 013
1.A	. - - Biens et services	826 546	2 234 957	-1 408 411
1.A.a	. - - - - Biens	671 900	1 565 182	-893 282
1.A.a.1	. - - - - - Marchandises générales, base balance des paiements	628 240	1 563 299	-935 060
1.A.a.1.1	. - - - - - - Dont : Réexportations	74 800	0	74 800
1.A.a.2	. - - - - - Exportations nettes de biens dans le cadre du négoce international	0	1 883	-1 883
1.A.a.2.1	. - - - - - - Biens achetés dans le cadre du négoce international (crédits négatifs)	0	1 883	-1 883
1.A.a.2.2	. - - - - - - Biens vendus dans le cadre du négoce international	0	0	0
1.A.a.3	. - - - - - Or non monétaire	43 660	0	43 660
1.A.b	. - - - - Services	154 646	669 775	-515 129
1.A.b.1	. - - - - - Services de fabrication fournis sur des intrants physiques détenus par des tiers	17 241	1 191	16 050
1.A.b.1.1	. - - - - - - Biens destinés à transformation dans l'économie déclarante Biens expédiés après transformation (CR.), Biens reçus pour transformation (DR.)	0	0	0
1.A.b.1.2	. - - - - - - Biens destinés à transformation à l'étranger Biens expédiés pour transformation (CR.), Biens reçus après transformation (DR.)	17 241	1 191	16 050
1.A.b.2	. - - - - - Services d'entretien et de réparation non inclus ailleurs	0	16 128	-16 128
1.A.b.3	. - - - - - Transport	13 918	426 934	-413 016
1.A.b.3.0	. - - - - - - Pour tous les modes de transports	13 918	426 780	-412 862
1.A.b.3.0.1	. - - - - - - - Voyageurs	12 654	11 996	658
1.A.3.0.1.1	. - - - - - - - - Travailleurs frontaliers, saisonniers ou autres travailleurs à temps limité	1 606	0	1 606
1.A.b.3.0.2	. - - - - - - - Fret	1 116	406 832	-405 716
1.A.b.3.0.3	. - - - - - - - Autres	148	7 952	-7 804
1.A.b.3.1	. - - - - - - Transports maritimes	0	401 607	-401 607
1.A.b.3.1.1	. - - - - - - - Voyageurs	0	0	0
1.A.b.3.1.1.1	. - - - - - - - - Travailleurs frontaliers, saisonniers ou autres travailleurs à temps limité	0	0	0
1.A.b.3.1.2	. - - - - - - - Fret	0	401 607	-401 607
1.A.b.3.1.3	. - - - - - - - Autres	0	0	0
1.A.b.3.2	. - - - - - - Transports aériens	3 322	16 962	-13 640
1.A.b.3.2.1	. - - - - - - - Voyageurs	2 171	11 705	-9 534
1.A.b.3.2.1.1	. - - - - - - - - Travailleurs frontaliers, saisonniers ou autres travailleurs à temps limité	0	0	0
1.A.b.3.2.2	. - - - - - - - Fret	1 003	5 225	-4 222
1.A.b.3.2.3	. - - - - - - - Autres	148	32	116
1.A.b.3.3	. - - - - - - Autres modes de transport	10 596	8 211	2 385
1.A.b.3.3.1	. - - - - - - - Voyageurs	10 483	291	10 192
1.A.b.3.3.1.1	. - - - - - - - - Travailleurs frontaliers, saisonniers ou autres travailleurs à temps limité	1 606	0	1 606
1.A.b.3.3.2	. - - - - - - - Fret	113	0	113
1.A.b.3.3.3	. - - - - - - - Autres	0	7 920	-7 920
1.A.b.3.4	. - - - - - - Services postaux et services de messagerie	0	154	-154
1.A.b.4	. - - - - - Voyages	66 365	58 615	7 751
1.A.b.4.1	. - - - - - - À titre professionnel	42 054	22 589	19 465
1.A.b.4.1.1	. - - - - - - - Acquisition de biens et services par les travailleurs frontaliers ou autres travailleurs à temps limité	0	0	0
1.A.b.4.1.2	. - - - - - - - Autres	42 054	22 589	19 465
1.A.b.4.2	. - - - - - - À titre personnel	24 311	36 025	-11 714
1.A.b.4.2.1	. - - - - - - - Santé	411	5 507	-5 096
1.A.b.4.2.2	. - - - - - - - Éducation	1 193	6 329	-5 136
1.A.b.4.2.3	. - - - - - - - Autres	22 708	24 189	-1 482

Annexe 1. 21 : Présentation détaillée de la balance des paiements 2021 (Optique FMI)

Code	Libellé poste	Crédit	Débit	Solde
1.A.b.4.0	----- Pour les voyages à titre professionnel et les voyages à titre personnel	7 306	0	7 306
1.A.b.4.0.1	----- Biens	0	0	0
1.A.b.4.0.2	----- Services de transports locaux	0	0	0
1.A.b.4.0.3	----- Services d'hébergement	7 306	0	7 306
1.A.b.4.0.4	----- Services de restauration	0	0	0
1.A.b.4.0.5	----- Autres services	0	0	0
1.A.b.4.0.5.1	----- Services de santé	0	0	0
1.A.b.4.0.5.2	----- Services d'éducation	0	0	0
1.A.b.5	----- Travaux de construction	0	64 487	-64 487
1.A.b.5.1	----- Travaux de construction réalisés à l'étranger	0	0	0
1.A.b.5.2	----- Travaux de construction réalisés dans l'économie déclarante	0	64 487	-64 487
1.A.b.6	----- Services d'assurance et de retraite	101	6 767	-6 666
1.A.b.6.1	----- Assurance directe	12	3 138	-3 126
1.A.b.6.2	----- Réassurance	89	1 200	-1 111
1.A.b.6.3	----- Services auxiliaires d'assurance	0	2 123	-2 123
1.A.b.6.4	----- Services de retraite et de garantie standardisée	0	306	-306
1.A.b.7	----- Services financiers	3 260	98	3 162
1.A.b.7.1	----- Services financiers explicitement facturés et autres	3 260	98	3 162
1.A.b.7.2	----- Services d'intermédiation financière indirectement mesurés (SIFIM)	0	0	0
1.A.b.8	----- Commission pour usage de propriété intellectuelle non incluses ailleurs	13	0	13
1.A.b.9	----- Services de télécommunications, d'informatique et d'information*1	23 723	23 220	502
1.A.b.9.1	----- Services de télécommunications	23 682	13 133	10 548
1.A.b.9.2	----- Services d'informatique	2	8 141	-8 139
1.A.b.9.3	----- Services d'information	38	1 946	-1 908
1.A.b.10	----- Autres services aux entreprises	9 225	62 420	-53 195
1.A.b.10.1	----- Services de recherche-développement	0	13 299	-13 299
1.A.b.10.2	----- Services spécialisés et services de conseil en gestion	8 745	29 813	-21 068
1.A.b.10.3	----- Services techniques, services liés au commerce international et autres services aux entreprises	480	19 308	-18 828
1.A.b.11	----- Services personnels, culturels et relatifs aux loisirs	5 446	2 617	2 829
1.A.b.11.1	----- Services audio-visuels et connexes	5 446	2 617	2 829
1.A.b.11.2	----- Autres services personnels, culturels et relatifs aux loisirs	0	0	0
1.A.b.12	----- Biens et services des administrations publiques non inclus ailleurs	15 354	7 298	8 056
1.A.b.0.1	----- Services liés au tourisme compris dans les voyages et les transports de voyageurs	0	0	0
1.B	-- Revenu primaire	99 217	230 500	-131 282
1.B.1	---- Rémunération des salariés	52 579	43 119	9 460
1.B.2	---- Revenus des investissements	46 638	175 403	-128 765
1.B.2.1	----- Investissements directs	4 492	91 605	-87 114
1.B.2.1.1	----- Revenus des titres de participation et des parts de fonds de placement	1 191	55 475	-54 284
1.B.2.1.1.1	----- Dividendes et prélèvements sur les revenus des quasi-sociétés	857	47 956	-47 099
1.B.2.1.1.1.1	----- Investisseur direct dans des entreprises d'investissement direct	857	41 276	-40 419
1.B.2.1.1.1.2	----- Entreprises d'investissement direct dans un investisseur direct (investissements à rebours)	0	3 807	-3 807
1.B.2.1.1.1.3	----- Entre entreprises soeurs	0	2 873	-2 873
1.B.2.1.1.1.3.1	----- si le contrôle ultime est détenu par un résident	0	0	0
1.B.2.1.1.1.3.2	----- si le contrôle ultime est détenu par un non-résident	0	0	0

Annexe 1. 21 : Présentation détaillée de la balance des paiements 2021 (Optique FMI)

Code	Libellé poste	Crédit	Débit	Solde
1.B.2.1.1.1.3.3	.----- si le détenteur du contrôle ultime est inconnu	0	0	0
1.B.2.1.1.2	.----- Bénéfices réinvestis	334	7 519	-7 185
1.B.2.1.1.2.1	.----- Revenus des investissements attribuables aux titulaires de contrats d'assurance, de pension et de garantie standardisée, et aux propriétés de parts de fonds de placement	0	0	0
1.B.2.1.1.2.1.1	.----- Dont - Revenu des investissements attribuable aux propriétés de parts de fonds de placement	0	0	0
1.B.2.1.2	.----- Intérêts	3 301	36 130	-32 830
1.B.2.1.2.1	.----- Investisseur direct dans des entreprises d'investissement direct	1 602	27 996	-26 395
1.B.2.1.2.2	.----- Entreprises d'investissement direct dans un investisseur direct (investissements à rebours)	0	2 414	-2 414
1.B.2.1.2.3	.----- Entre entreprises soeurs	1 699	5 720	-4 021
1.B.2.1.2.3.1	.----- si le contrôle ultime est détenu par un résident	0	0	0
1.B.2.1.2.3.2	.----- si la société mère ayant le contrôle ultime est détenue par un non- résident	0	0	0
1.B.2.1.2.3.3	.----- si le détenteur du contrôle ultime est inconnu	0	0	0
1.B.2.1.2M	.----- Pour mémoire: Intérêts avant services d'intermédiation financière indirectement mesurés	0	0	0
1.B.2.2	.----- Investissements de portefeuille	12 452	34 181	-21 730
1.B.2.2.1	.----- Revenu des investissements sur titres de participation et parts de fonds de placement	6	3 038	-3 032
1.B.2.2.1.1	.----- Dividendes sur titres de participation hors parts de fonds de placement	1	3 038	-3 037
1.B.2.2.1.2	.----- Revenus des investissements attribuables aux propriétaires de parts de fonds de placement	5	0	5
1.B.2.2.1.2.1	.----- Dividendes	5	0	5
1.B.2.2.1.2.2	.----- Bénéfices réinvestis	0	0	0
1.B.2.2.2	.----- Intérêts	12 446	31 143	-18 697
1.B.2.2.2.1	.----- À court terme	4 566	7 410	-2 844
1.B.2.2.2.2	.----- À long terme	7 880	23 733	-15 853
1.B.2.3	.----- Autres investissements	29 695	49 616	-19 921
1.B.2.3.1	.----- Prélèvement sur les revenus des quasi-sociétés	0	0	0
1.B.2.3.2	.----- Intérêts	29 493	49 616	-20 123
1.B.2.3.2M	.----- Pour mémoire: Intérêts avant services d'intermédiation financière indirectement mesurés	0	0	0
1.B.2.3.3	.----- Revenus des investissements attribuables aux titulaires de contrats d' assurance, de retraite et de garantie standardisée	202	0	202
1.B.2.4	.----- Avoirs de réserves	0	0	0
1.B.2.4.1	.----- Revenus des titres de participation et des parts de fonds de placement	0	0	0
1.B.2.4.2	.----- Intérêts	0	0	0
1.B.2.4.2M	.----- Pour mémoire : Intérêts avant services d'intermédiation financière indirectement mesurés (SIFIM)	0	0	0
1.B.3	.---- Autre revenu primaire	0	11 978	-11 978
1.B.3.1	.----- Taxes sur la production et importations	0	11 978	-11 978
1.B.3.2	.----- Subventions à la production	0	0	0
1.B.3.3	.----- Loyers	0	0	0
1.C	-- Revenu secondaire	454 932	79 252	375 680
1.C.1	.---- Administrations publiques	200 491	4 197	196 294
1.C.1.1	.----- Impôts courants sur le revenu, le patrimoine, etc.	0	0	0
1.C.1.1.1	.----- payables par les travailleurs frontaliers, saisonniers ou autres travailleurs à temps limité	0	0	0
1.C.1.2	.----- Cotisations sociales	0	1 512	-1 512
1.C.1.2.1	.----- payables par les travailleurs frontaliers, saisonniers ou autres travailleurs à temps limité	0	0	0

Annexe 1. 21 : Présentation détaillée de la balance des paiements 2021 (Optique FMI)

Code	Libellé poste	Crédit	Débit	Solde
1.C.1.3	.----- Prestations Sociales (Débit)	0	0	0
1.C.1.4	.----- Coopération internationale courante	200 491	2 685	197 806
1.C.1.5	.----- Transferts courants divers des administrations publiques (D75)	0	0	0
1.C.1.5.1	.----- Transferts courants aux ISBLSM	0	0	0
1.C.2	.---- Sociétés financières, sociétés non financières, ménages et ISBLSM	254 441	75 055	179 387
1.C.2.1	.----- Transferts personnels (transferts courants entre ménages résidents et non résidents)	143 354	64 943	78 411
1.C.2.1.1	.----- Envois de fonds des travailleurs	143 354	64 943	78 411
1.C.2.2	.----- Autres transferts courants	111 087	10 112	100 976
1.C.2.0.1	.----- Impôts courants sur le revenu, le patrimoine, etc.	198	0	198
1.C.2.0.2	.----- Cotisations sociales	369	2 391	-2 022
1.C.2.0.3	.----- Prestations sociales	2 187	145	2 042
1.C.2.0.4	.----- Primes d'assurance nettes hors assurance vie	46	4 143	-4 097
1.C.2.0.5	.----- Indemnités d'assurance dommage	388	72	316
1.C.2.0.6	.----- Coopération internationale courante	885	106	779
1.C.2.0.7	.----- Transferts courants divers	107 014	3 254	103 760
1.C.2.0.7.1	.----- Dont : transferts courants aux ISBLSM	0	0	0
1.C.3	.---- Ajustement pour variation des droits à pension	0	0	0
	. Compte de capital	489 547	234	489 314
2.1	.-- Acquisitions (DR.) / cessions (CR.) d'actifs non financiers non produits	138	40	98
2.2	.-- Transferts de capital	489 409	194	489 216
2.2.1	.---- Administration publique	446 150	0	446 150
2.2.1.1	.----- Remises de dette	0	0	0
2.2.1.2	.----- Autres transferts de capital	446 150	0	446 150
2.2.1.2.1	.----- dont : impôts en capital	0	0	0
2.2.2	.---- Sociétés financières, sociétés non financières, ménages et ISBLSM	43 260	194	43 066
2.2.2.1	.----- Remises de dette	0	0	0
2.2.2.2	.----- Autres transferts de capital	43 260	194	43 066
2.2.2.2.1	.----- dont : impôts en capital (Crédit)	0	0	0
2.2.2.0.1	.----- dont : entre ménages	0	0	0
	. Capacité (+) / besoin (-) de financement (solde des comptes des transactions courantes et de capital)	1 870 243	2 544 942	-674 699
	. Compte financier	321 481	1 003 670	-682 189
	. Capacité (+) / besoin (-) de financement (Compte financier)	321 481	1 003 670	-682 189
3.1	.-- Investissement direct	21 770	329 853	-308 083
3.1.1	.---- Titres de participation et parts de fonds de placement	10 726	50 272	-39 546
3.1.1.1	.----- Titres de participation autres que le réinvestissement des bénéfices	10 392	41 691	-31 299
3.1.1.1.1	.----- Investisseur direct dans des entreprises d'investissement direct	12 202	14 023	-1 821
3.1.1.1.2	.----- Entreprises d'investissement direct dans un investisseur direct (investissement à rebours)	0	33 687	-33 687
3.1.1.1.3	.----- Entre entreprises soeurs	-1 810	-6 020	4 209
3.1.1.1.3.1	.----- si le contrôle ultime est détenu par un résident	0	0	0
3.1.1.1.3.2	.----- si le contrôle ultime est détenu par un non-résident	0	0	0
3.1.1.1.3.3	.----- si le détenteur du contrôle ultime est inconnu	0	0	0
3.1.1.2	.----- Réinvestissement des bénéfices	334	8 581	-8 247
3.1.1.0.1	.----- Actions/Parts de fonds de placement	0	0	0
3.1.1.0.1.1	.----- Actions/Parts de fonds de placement monétaires	0	0	0
3.1.1.3	.---- Instruments de dette	11 044	279 581	-268 537

Annexe 1. 21 : Présentation détaillée de la balance des paiements 2021 (Optique FMI)

Code	Libellé poste	Crédit	Débit	Solde
3.1.2.1	.----- Créances d'un investisseur direct sur des entreprises d'investissement direct	10 781	-94 830	105 611
3.1.2.2	.----- Créances des entreprises d'investissement direct sur un investisseur direct (investissement à rebours)	-3	482	-485
3.1.2.3	.----- Entre entreprises soeurs	266	373 928	-373 662
3.1.2.3.1	.----- si le contrôle ultime est détenu par un résident	0	0	0
3.1.2.3.2	.----- si le contrôle ultime est détenu par un non-résident	0	0	0
3.1.2.3.3	.----- si le détenteur du contrôle ultime est inconnu	0	0	0
3.1.2.0	.----- Titres de créance :	0	0	0
3.1.2.0.1	.----- Créances d'un investisseur direct sur des entreprises d'investissement direct	0	0	0
3.1.2.0.2	.----- Créances des entreprises d'investissement direct sur un investisseur direct (investissement à rebours)	0	0	0
3.1.2.0.3	.----- Entre entreprises soeurs	0	0	0
3.1.2.0.3.1	.----- si le contrôle ultime est détenu par un résident	0	0	0
3.1.2.0.3.2	.----- si le contrôle ultime est détenu par un non-résident	0	0	0
3.1.2.0.3.3	.----- si le détenteur du contrôle ultime est inconnu	0	0	0
3.2	.-- Investissements de portefeuille	3 184	385 600	-382 416
3.2.1	.---- Titres de participation et parts de fonds de placement	686	559	126
3.2.1.1	.----- Banque centrale	0	0	0
3.2.1.3	.----- Administrations publiques	0	0	0
3.2.1.2	.----- Établissements de dépôts autres que la banque centrale	0	0	0
3.2.1.4	.----- Autres secteurs	686	559	126
3.2.1.4.1	.----- Autres sociétés financières	25	6	19
3.2.1.4.2	.----- Sociétés non financières, ménages et ISBLSM	661	554	107
3.2.1.0.1	.----- Titres de participation autres que parts de fonds de placement	0	0	0
3.2.1.0.1.1	.----- Cotés en bourse	0	0	0
3.2.1.0.1.2	.----- Non cotés en bourse	0	0	0
3.2.1.0.2	.----- Actions/Parts de fonds de placement	0	0	0
3.2.1.0.2.1	.----- Réinvestissement des bénéficiaires	0	0	0
3.2.1.0.2.2	.----- Dont : Actions/Parts de fonds de placement monétaires	0	0	0
3.2.2	.---- Titres de créance	2 499	385 041	-382 542
3.2.2.1	.----- Banque centrale	0	0	0
3.2.2.1.1	.----- À court terme	0	0	0
3.2.2.1.2	.----- À long terme	0	0	0
3.2.2.1.9	.----- Autorités monétaires (le cas échéant)	0	0	0
3.2.2.1.9.1	.----- À court terme	0	0	0
3.2.2.1.9.2	.----- À long terme	0	0	0
3.2.2.2	.----- Établissements de dépôts autres que la banque centrale	0	0	0
3.2.2.2.1	.----- À court terme	0	0	0
3.2.2.2.2	.----- À long terme	0	0	0
3.2.2.3	.----- Administrations publiques	0	390 811	-390 811
3.2.2.3.1	.----- À court terme	0	94 538	-94 538
3.2.2.3.2	.----- À long terme	0	296 273	-296 273
3.2.2.4	.----- Autres secteurs	2 499	-5 770	8 269
3.2.2.4.0.1	.----- À court terme	2 499	-5 710	8 209
3.2.2.4.0.2	.----- À long terme	0	-59	59
3.2.2.4.1	.----- Autres sociétés financières	-17	0	-17
3.2.2.4.1.1	.----- À court terme	-17	0	-17

Annexe 1. 21 : Présentation détaillée de la balance des paiements 2021 (Optique FMI)

Code	Libellé poste	Crédit	Débit	Solde
3.2.2.4.1.2	.----- À long terme	0	0	0
3.2.2.4.2	.----- Sociétés non financières, ménages et ISBLSM	2 516	-5 770	8 286
3.2.2.4.2.1	.----- À court terme	2 516	-5 710	8 226
3.2.2.4.2.2	.----- À long terme	0	-59	59
3.2.3	-- Dérivés financiers (autres que réserves) et options sur titres des employés	-69	0	-69
3.2.3.1	---- Banque centrale	0	0	0
3.3.1.9	----- Autorités monétaires (le cas échéant)	0	0	0
3.2.3.2	---- Établissements de dépôts autres que la banque centrale	0	0	0
3.2.3.3	---- Administrations publiques	0	0	0
3.3.4.	---- Autres secteurs	-69	0	-69
3.3.4.1	----- Autres sociétés financières	-69	0	-69
3.3.4.2	----- Sociétés non financières, ménages et ISBLSM	0	0	0
3.3.0.1	----- Dérivés financiers (autres que réserves)	0	0	0
3.3.0.1.1	----- Options	0	0	0
3.3.0.1.2	----- Contrats à terme	0	0	0
3.3.0.2	----- Options sur titres des employés	0	0	0
3.4	-- Autres investissements	137 910	288 218	-150 307
3.4.1	---- Autres titres de participation	0	0	0
3.4.2	---- Monnaie fiduciaire et dépôts	57 187	15 787	41 400
3.4.2.1	----- Banque centrale	0	212	-212
3.4.2.1.1	----- À court terme	0	212	-212
3.4.2.1.2	----- À long terme	0	0	0
3.4.2.1.9	----- Autorités monétaires (le cas échéant)	0	0	0
3.4.2.1.9.1	----- À court terme	0	0	0
3.4.2.1.9.2	----- À long terme	0	0	0
3.4.2.2	----- Établissements de dépôts autres que la banque centrale	57 822	15 575	42 247
3.4.2.2.0.1	----- Dont: positions interbancaires	0	0	0
3.4.2.2.1	----- À court terme	57 822	15 575	42 247
3.4.2.2.2	----- À long terme	0	0	0
3.4.2.3	----- Administrations publiques	1 043	0	1 043
3.4.2.3.1	----- À court terme	1 043	0	1 043
3.4.2.3.2	----- À long terme	0	0	0
3.4.2.4	----- Autres secteurs	-1 677	0	-1 677
3.4.2.4.0.1	----- À court terme	-1 676	0	-1 676
3.4.2.4.0.2	----- À long terme	-1	0	-1
3.4.2.4.1	----- Autres sociétés financières	-1 455	0	-1 455
3.4.2.4.1.1	----- À court terme	-1 455	0	-1 455
3.4.2.4.1.2	----- À long terme	0	0	0
3.4.2.4.2	----- Sociétés non financières, ménages et ISBLSM	-222	0	-222
3.4.2.4.2.1	----- À court terme	-221	0	-221
3.4.2.4.2.2	----- À long terme	-1	0	-1
3.4.3	---- Prêts	75 920	142 518	-66 598
3.4.3.1	----- Banque centrale	0	14 883	-14 883
3.4.3.1.1	----- Crédits et prêts du FMI (autres que réserves)	0	14 883	-14 883
3.4.3.1.2	----- Autres prêts à court terme	0	0	0
3.4.3.1.3	----- Autres prêts à long terme	0	0	0
3.4.3.1.9	----- Autorités monétaires (le cas échéant)	0	0	0
3.4.3.1.9.1	----- Crédits et prêts du FMI (autres que réserves)	0	0	0

Annexe 1. 21 : Présentation détaillée de la balance des paiements 2021 (Optique FMI)

Code	Libellé poste	Crédit	Débit	Solde
3.4.3.1.9.2	.----- Autres prêts à court terme	0	0	0
3.4.3.1.9.3	.----- Autres prêts à long terme	0	0	0
3.4.3.2	.----- Établissements de dépôts autres que la banque centrale	76 912	-6 661	83 573
3.4.3.2.1	.----- À court terme	76 912	-3 783	80 695
3.4.3.2.2	.----- À long terme	0	-2 878	2 878
3.4.3.3	.----- Administrations publiques	0	164 419	-164 419
3.4.3.3.1	.----- Crédits et prêts avec le FMI (autres que réserves)	0	0	0
3.4.3.3.2	.----- Autres à court terme	0	-101 002	101 002
3.4.3.3.3	.----- Autres à long terme	0	265 421	-265 421
3.4.3.4	.----- Autres secteurs	-992	-30 122	29 131
3.4.3.4.0.1	.----- À court terme	-992	18 438	-19 430
3.4.3.4.0.2	.----- À long terme	0	-48 561	48 561
3.4.3.4.1	.----- Autres sociétés financières	0	32	-32
3.4.3.4.1.1	.----- À court terme	0	0	0
3.4.3.4.1.2	.----- À long terme	0	32	-32
3.4.3.4.2	.----- Sociétés non financières, ménages et ISBLSM	-992	-30 155	29 163
3.4.3.4.2.1	.----- À court terme	-992	18 438	-19 430
3.4.3.4.2.2	.----- À long terme	0	-48 593	48 593
3.4.3.4.2.3	.---- Régime d'assurance, de pension et de garanties standardisées	-30	0	-30
3.4.4.1	.----- Banque centrale	0	0	0
3.4.4.1.9	.----- Autorités monétaires (le cas échéant)	0	0	0
3.4.4.2	.----- Établissements de dépôts autres que la banque centrale	0	0	0
3.4.4.3	.----- Administrations publiques	0	0	0
3.4.4.4	.----- Autres secteurs	-30	0	-30
3.4.4.4.1	.----- Autres sociétés financières	-30	0	-30
3.4.4.4.2	.----- Sociétés non financières, ménages et ISBLSM	0	0	0
3.4.4.0.1	.----- Réserves techniques d'assurance hors assurance vie	0	0	0
3.4.4.0.2	.----- Droits à assurance vie et à annuités	0	0	0
3.4.4.0.3	.----- Droits à pension	0	0	0
3.4.4.0.4	.----- Créances des fonds de pension sur les sponsors	0	0	0
3.4.4.0.5	.----- Droits à prestations autres que des pensions	0	0	0
3.4.4.0.6	.----- Provisions pour appels de garanties dans le cadre des garanties standardisées	0	0	0
3.4.5	.---- Crédits commerciaux et avances	6 568	2 335	4 233
3.4.5.1	.----- Banque centrale	0	0	0
3.4.5.1.1	.----- À court terme	0	0	0
3.4.5.1.2	.----- À long terme	0	0	0
3.4.5.1.9	.----- Autorités monétaires (le cas échéant)	0	0	0
3.4.5.1.9.1	.----- À court terme	0	0	0
3.4.5.1.9.2	.----- À long terme	0	0	0
3.4.5.2	.----- Établissements de dépôts autres que la banque centrale	0	0	0
3.4.5.2.1	.----- À court terme	0	0	0
3.4.5.2.2	.----- À long terme	0	0	0
3.4.5.3	.----- Administrations publiques	0	0	0
3.4.5.3.1	.----- À court terme	0	0	0
3.4.5.3.2	.----- À long terme	0	0	0
3.4.5.4	.----- Autres secteurs	6 568	2 335	4 233
3.4.5.4.0.1	.----- À court terme	484	1 046	-562
3.4.5.4.0.2	.----- À long terme	6 084	1 289	4 795

Annexe 1. 21 : Présentation détaillée de la balance des paiements 2021 (Optique FMI)

Code	Libellé poste	Crédit	Débit	Solde
3.4.5.4.1	.----- Autres sociétés financières	1 216	146	1 070
3.4.5.4.1.1	.----- À court terme	79	146	-67
3.4.5.4.1.2	.----- À long terme	1 137	0	1 137
3.4.5.4.2	.----- Sociétés non financières, ménages et ISBLSM	5 352	2 189	3 162
3.4.5.4.2.1	.----- À court terme	405	900	-495
3.4.5.4.2.2	.----- À long terme	4 947	1 289	3 658
3.4.6	.---- Autres comptes à recevoir/ à payer	-1 735	29 628	-31 363
3.4.6.1	.----- Banque centrale	0	23 006	-23 006
3.4.6.1.1	.----- À court terme	0	23 006	-23 006
3.4.6.1.2	.----- À long terme	0	0	0
3.4.6.1.9	.----- Autorités monétaires (le cas échéant)	0	0	0
3.4.6.1.9.1	.----- À court terme	0	0	0
3.4.6.1.9.2	.----- À long terme	0	0	0
3.4.6.2	.----- Établissements de dépôts autres que la banque centrale	-57	8 186	-8 243
3.4.6.2.1	.----- À court terme	-57	8 186	-8 243
3.4.6.2.2	.----- À long terme	0	0	0
3.4.6.3	.----- Administrations publiques	0	0	0
3.4.6.3.1	.----- À court terme	0	0	0
3.4.6.3.2	.----- À long terme	0	0	0
3.4.6.4	.----- Autres secteurs	-1 678	-1 564	-114
3.4.6.4.0.1	.----- À court terme	6	-4 100	4 106
3.4.6.4.0.2	.----- À long terme	-1 684	2 536	-4 220
3.4.6.4.1	.----- Autres sociétés financières	-16	-46	30
3.4.6.4.1.1	.----- À court terme	6	0	6
3.4.6.4.1.2	.----- À long terme	-22	-46	24
3.4.6.4.2	.----- Sociétés non financières, ménages et ISBLSM	-1 662	-1 518	-144
3.4.6.4.2.1	.----- À court terme	0	-4 100	4 100
3.4.6.4.2.2	.----- À long terme	-1 662	2 582	-4 244
3.4.6.5	.---- Droits de tirage spéciaux	0	97 949	-97 949
3.4.6.4	.-- Avoirs de réserve	158 686	0	158 686
3.4.6.4	.---- Or monétaire	0	0	0
3.5.1.1	.----- Or métal	0	0	0
3.5.1.2	.----- Comptes en or non affectés	0	0	0
3.5.6.5	.---- Droits de tirage spéciaux	128 686	0	128 686
3.5.6.6	.---- Position de réserve au FMI	-2 377	0	-2 377
3.5.4.1	.---- Autres avoirs de réserve	32 376	0	32 376
3.5.4.1	.----- Monnaie fiduciaire et dépôts	7 566	0	7 566
3.5.4.1.1	.----- Créances sur les autorités monétaires	1 262	0	1 262
3.5.4.1.2	.----- Créances sur d'autres entités	6 304	0	6 304
3.5.4.2	.----- Titres	0	0	0
3.5.4.2.1	.----- Titres de créance	0	0	0
3.5.4.2.1.1	.----- À court terme	0	0	0
3.5.4.2.1.2	.----- À long terme	0	0	0
3.5.4.2.2	.----- Titres de participation et parts de fonds de placement	0	0	0
3.5.4.3	.----- Dérivés financiers	0	0	0
3.5.4.4	.----- Autres créances	24 810	0	24 810
	. Erreurs et omissions nettes	-1 548 762	-1 541 272	-7 490

Source : BCEAO

Annexe 2 1 : Estimation de la matrice des échanges intra-communautaires en 2021 à partir des statistiques officielles

(en millions FCFA)

		Importateurs								
		Bénin	Burkina Faso	Côte d'Ivoire	Guinée-Bissau	Mali	Niger	Sénégal	Togo	UEMOA
Exportateurs	Bénin		11 715,0	6 561,4	1,4	17 561,3	24 561,1	1 283,7	7 327,7	69 011,6
	Burkina	3 861,5		17 719	46,2	44 926,0	18 371,4	6 449,2	20 002,7	111 375,8
	Côte d'Ivoire	30 198,7	346 310,3		961	500 783,4	70 584,9	82 918,7	30 735,9	1 062 493,2
	Guinée-Bissau		9,7	606,8		289		1 121,3	2,7	2 029,4
	Mali	203,3	39 520,3	71 091,5	139,4		18 749	75 913,7	1 193,6	206 810,9
	Niger	5 423,7	58 999,2	6 685,4	0,0	76 735,0		400	265,4	148 508,5
	Sénégal	15 985,1	36 770,0	123 618,2	46 780,4	601 624,6	13 297,9		14 821	852 897,8
	Togo	105 340,5	103 929,1	47 810,2	289,8	66 790,8	50 345,6	34 521,8		409 028
	UEMOA	161 012,8	597 253,6	274 092,4	48 218,5	1 308 709,9	195 910,0	202 608,3	74 349,4	2 862 154,8

Source : Cellule sous régionale de réconciliation des données sur les échanges intra-UEMOA

Annexe 2 2 : Estimation de la matrice des échanges intra-communautaires non contrôlés en 2021

(en millions FCFA)

		Importateurs								
		Bénin	Burkina Faso	Côte d'Ivoire	Guinée-Bissau	Mali	Niger	Sénégal	Togo	UEMOA
Exportateurs	Bénin	0,0	3 215,0	1 974,7	0,0	984,6	15 902,6	41,2	11 474,3	33 592,4
	Burkina	3 861,5	0,0	17 719	9,7	19 926,0	307,3	43,8	1 002,7	42 869,8
	Côte d'Ivoire	1 029,6	5 243,2	0,0	151	0,0	0,0	3 053,7	204,3	9 681,4
	Guinée-Bissau	1,4	9,7	139,2	0,0	139	0,0	2 825,5	289,8	3 404,9
	Mali	12 095,7	669,2	532,4	288,9	0,0	5 204	51 967,3	8 616,2	79 373,7
	Niger	9 758,6	760,0	0,0	0,0	7 205,8	0,0	171	6 525,1	24 420,6
	Sénégal	664,5	370,0	1 107,9	1 121,3	0,0	0,0	0,0	47	3 310,9
	Togo	564,0	2 493,0	1 800,8	68,7	0,0	0,0	0,0	0,0	4 926
	UEMOA	27 975,2	12 760,1	23 273,9	1 639,1	28 255,7	21 413,8	58 102,7	28 159,7	201 580,2

Source : Cellule sous régionale de réconciliation des données sur les échanges intra-UEMOA

Annexe 2 3 : Estimation de la matrice totale des échanges intra-communautaires en 2021

60

(en millions FCFA)

		Importateurs								
		Bénin	Burkina Faso	Côte d'Ivoire	Guinée-Bissau	Mali	Niger	Sénégal	Togo	UEMOA
Exportateurs	Bénin	0,0	14 930,0	8 536,2	1,4	18 545,9	40 463,7	1 324,9	18 802,0	102 604,0
	Burkina	7 723,0	0,0	35 438	55,9	64 852,0	18 678,7	6 493,0	21 005,3	154 245,6
	Côte d'Ivoire	31 228,3	351 553,5	0,0	1 112	500 783,4	70 584,9	85 972,4	30 940,3	1 072 174,6
	Guinée-Bissau	1,4	19,4	746,0	0,0	428	0,0	3 946,8	292,5	5 434,3
	Mali	12 299,0	40 189,5	71 624,0	428,3	0,0	23 953	127 881,1	9 809,8	286 184,6
	Niger	15 182,3	59 759,2	6 685,4	0,0	83 940,8	0,0	571	6 790,5	172 929,2
	Sénégal	16 649,6	37 140,0	124 726,2	47 901,7	601 624,6	13 297,9	0,0	14 869	856 208,7
	Togo	105 904,5	106 422,1	49 611,0	358,5	66 790,8	50 345,6	34 521,8	0,0	413 954
	UEMOA	188 988,0	610 013,7	297 366,3	49 857,5	1 336 965,7	217 323,8	260 711,0	102 509,1	3 063 735,0

Source : Cellule sous régionale de réconciliation des données sur les échanges intra-UEMOA

Annexe 2 4 : Estimation de la matrice totale des échanges intra-communautaires en 2020

(en millions FCFA)

		Importateurs								
		Bénin	Burkina Faso	Côte d'Ivoire	Guinée-Bissau	Mali	Niger	Sénégal	Togo	UEMOA
Exportateurs	Bénin	0,0	19 675,6	6 390,0	79,2	24 631,6	35 858,5	1 112,1	16 198,6	103 945,5
	Burkina	3 506,8		28 793,0	0,0	45 011,3	31 134,6	6 632,9	13 836,2	128 914,8
	Côte d'Ivoire	32 678,6	296 701,3		815,9	383 920,7	67 522,6	78 426,8	31 382,5	891 448,4
	Guinée-Bissau	497,7	0,0	0,0		288,9	6,6	3 348,9	0,0	4 142,1
	Mali	11 984,3	42 044,1	42 000,7	244,7		10 783,0	102 474,8	10 255,8	219 787,3
	Niger	17 611,9	52 859,9	5 118,0	0,0	62 458,1		1 476,2	8 957,2	148 481,2
	Sénégal	11 725,6	30 433,9	119 456,8	39 917,1	493 013,5	12 238,9		11 061,1	717 846,7
	Togo	143 277,4	101 971,9	38 306,2	4 475,6	75 041,5	50 717,1	35 592,5		449 382,2
	UEMOA	221 282,2	543 686,7	240 064,6	45 532,5	1 084 365,5	208 261,2	229 064,3	91 691,3	2 663 948,3

Source : Cellule sous régionale de réconciliation des données sur les échanges intra-UEMOA

Annexe 2 5 : Estimation de la matrice des flux touristiques intra-communautaires en 2021

(en millions de FCFA)

		Recettes de tourisme au crédit par pays								
		Bénin	Burkina	Côte d'Ivoire	Guinée-Bissau	Mali	Niger	Sénégal	Togo	UEMOA
Dépenses de tourisme au débit par pays	Bénin		3 412,6	1 228,7	169,2	891,5	2 288,9	2 719,6	8 086,7	18 797,2
	Burkina	14 040,8		9 170,0	108,3	2 998,5	4 197,5	3 063,5	10 780,2	44 358,7
	Côte d'Ivoire	22 653,4	27 118,6		94,2	4 968,9	4 939,2	5 500,7	17 739,6	83 014,6
	Guinée-Bissau	7,0	13,0	37,3		57,7	37,6	3 067,5	9,9	3 230,1
	Mali	5 896,2	8 390,1	8 861,5	1 001,6		3 942,0	4 418,0	3 706,2	36 215,6
	Niger	5 559,8	1 894,2	4 709,4	34,6	1 009,1		4 519,8	2 721,8	20 448,8
	Sénégal	1 631,9	4 257,2	1 705,7	1 180,6	4 625,0	1 345,5		710,1	15 456,0
	Togo	19 742,2	2 400,9	258,9	114,1	779,0	2 550,2	4 705,8		30 551,1
	UEMOA	69 531,3	47 486,7	25 971,5	2 702,6	15 329,7	19 300,9	27 994,9	43 754,6	252 072,0

Source : Cellule sous régionale de réconciliation des données sur les échanges intra-UEMOA

Annexe 2 6 : Estimation de la matrice des flux touristiques intra-communautaires en 2020

(en millions de FCFA)

		Recettes de tourisme au crédit par pays								
		Bénin	Burkina	Côte d'Ivoire	Guinée-Bissau	Mali	Niger	Sénégal	Togo	UEMOA
Dépenses de tourisme au débit par pays	Bénin		13 967,2	13 359,4	16,7	3 432,5	4 971,9	965,1	14 361,3	51 074,1
	Burkina	4 914,8		15 416,3	16,2	8 143,2	2 181,9	9 690,4	2 924,3	43 287,1
	Côte d'Ivoire	1 216,5	8 308,1		0,0	6 546,1	963,0	1 032,6	731,3	18 797,5
	Guinée-Bissau	137,3	309,3	76,4		812,7	28,1	707,5	92,6	2 163,9
	Mali	274,4	1 314,3	3 112,5	4,5		437,9	2 915,4	510,2	8 569,1
	Niger	2 644,3	3 454,6	3 640,3	115,4	4 312,7		1 020,2	3 397,0	18 584,4
	Sénégal	1 666,0	1 876,7	3 333,7	1 861,6	2 709,4	2 742,8		2 856,7	17 046,9
	Togo	7 477,8	11 743,6	11 870,9	15,9	2 857,4	2 208,1	426,0		36 599,6
	UEMOA	18 331,1	40 973,8	50 809,6	2 030,2	28 814,0	13 533,6	16 757,2	24 873,3	196 122,7

Source : Cellule sous régionale de réconciliation des données sur les échanges intra-UEMOA

Annexe 2 7 : Estimation de la matrice des flux relatifs aux envois de fonds des travailleurs migrants intra-communautaires en 2021

(en millions de FCFA)

		Transferts des migrants reçus par pays								
		Bénin	Burkina	Côte d'Ivoire	Guinée-Bissau	Mali	Niger	Sénégal	Togo	UEMOA
Transferts des migrants émis par pays	Bénin		3 431,0	8 122,4	138,0	1 518,9	10 248,4	5 689,7	4 754,4	33 902,8
	Burkina	6 338,8		20 090,2	25,8	14 612,4	9 049,8	16 376,0	11 902,8	78 395,7
	Côte d'Ivoire	15 779,4	48 074,8		530,3	63 521,6	11 418,7	41 116,8	39 393,2	219 834,7
	Guinée-Bissau	383,8	77,8	570,8		887,3	633,2	5 901,1	352,7	8 806,8
	Mali	5 981,4	12 504,1	18 240,3	52,1		9 023,0	23 993,5	10 869,5	80 664,0
	Niger	6 959,7	2 478,0	6 759,6	78,1	4 925,2		4 650,8	7 940,5	33 791,9
	Sénégal	6 303,5	4 333,1	22 890,0	1 213,7	23 774,2	7 998,4		5 666,8	72 179,7
	Togo	3 327,8	3 589,5	6 485,0	204,8	2 402,4	8 608,9	5 091,4		29 709,6
	UEMOA	45 074,3	74 488,3	83 158,3	2 242,8	111 641,9	56 980,5	102 819,4	80 879,8	557 285,2

Source : Cellule sous régionale de réconciliation des données sur les échanges intra-UEMOA

Annexe 2 8 : Estimation de la matrice des flux relatifs aux envois de fonds des travailleurs migrants intra-communautaires en 2020

(en millions de FCFA)

		Transferts des migrants reçus par pays								
		Bénin	Burkina	Côte d'Ivoire	Guinée-Bissau	Mali	Niger	Sénégal	Togo	UEMOA
Transferts des migrants émis par pays	Bénin		3 388,8	6 511,1	91,9	1 883,9	10 672,3	5 186,9	4 468,1	32 203,0
	Burkina	5 978,5		13 027,9	26,6	12 094,3	8 897,1	11 441,1	11 925,7	63 391,3
	Côte d'Ivoire	11 811,5	34 774,9		229,0	59 579,4	10 134,0	25 599,2	32 798,2	174 926,2
	Guinée-Bissau	261,8	96,5	336,9		776,8	136,5	6 507,9	410,6	8 527,1
	Mali	4 089,3	9 240,7	14 047,2	55,2		8 348,3	28 997,8	9 834,6	74 613,1
	Niger	10 911,1	2 711,9	2 272,0	30,5	7 827,4		4 412,0	9 454,9	37 619,9
	Sénégal	6 857,5	8 259,7	16 565,8	6 834,7	23 767,2	6 405,6		6 673,6	75 364,0
	Togo	2 738,9	3 874,8	6 900,3	125,2	2 525,0	8 577,6	5 026,7		29 768,6
	UEMOA	42 648,5	62 347,3	59 661,4	7 393,1	108 454,0	53 171,5	87 171,7	75 565,7	496 413,2

Source : Cellule sous régionale de réconciliation des données sur les échanges intra-UEMOA

Annexe 3.1. Présentation des principales innovations introduites par la 6^{ème} édition du manuel de la balance des paiements

Le nouveau manuel de la balance des paiements et de la position extérieure globale (MBP6) vise à prendre en compte les développements économiques associés à la mondialisation, l'innovation technologique et financière enregistrée au cours de ces dernières années, ainsi que le renforcement de l'intégration entre les statistiques de la position extérieure globale et les comptes macroéconomiques. Toutefois, le cadre de référence est resté inchangé par rapport à la 5^{ème} édition. Les principaux comptes (compte courant, compte de capital et compte financier) ont été maintenus.

La balance des paiements selon l'optique du MBP6 a subi quelques modifications dans sa structure et se présente comme suit.

Tableau synthétique
<p>Compte des transactions courantes</p> <ul style="list-style-type: none"> Biens Services Compte du revenu primaire (<i>anciennement compte « revenu »</i>). Compte du revenu secondaire (<i>anciennement « transferts courants»</i>) <p>Compte de capital</p> <ul style="list-style-type: none"> Acquisition et cession d'actifs non produits Transferts en capital <p>Compte financier (<i>anciennement compte d'opérations financières</i>)</p> <ul style="list-style-type: none"> Investissements directs Investissements de portefeuille Produits financiers dérivés (<i>poste nouvellement introduit</i>) Autres investissements Avoirs de réserve.

Les changements les plus significatifs, opérés dans le contenu des principales composantes de la balance des paiements, sont indiqués ci-après.

Compte des biens et services

- un poste supplémentaire a été créé pour l'enregistrement des réexportations ;
- le négoce international n'est plus traité comme un service, mais classé dans les exportations de biens ;
- les biens achetés dans les ports sont inclus dans les marchandises générales ;
- les réparations et maintenance sur les navires, avions et autre matériel de transport sont retracées dans les services au lieu des biens ;
- les services de transformation de biens physiques appartenant à d'autres territoires économiques sont retracés comme des services ;
- les services postaux et de messageries sont désormais inclus dans les services de transport.

Compte de revenu primaire

Le concept de « compte de revenu » dans le MBP5 est remplacé par « compte de revenu primaire » dans le MBP6. Ce dernier présente des composantes plus détaillées dans le nouveau Manuel, en distinguant les compensations des employés, les revenus des investissements et les autres revenus primaires, dont les taxes sur la production.

Compte de revenu secondaire

Le concept de « transferts courants » dans le MBP5 est remplacé par le « compte de revenu secondaire » dans le nouveau manuel. Dans le compte de revenu secondaire, l'expression « transferts personnels »

remplace « envois de fonds des travailleurs ». En outre, il a été opéré une classification plus détaillée des types de transferts courants, à savoir « les transferts du Gouvernement », « les transferts personnels » et « les autres transferts courants ».

Compte de capital

Dans le nouveau Manuel du FMI, l'accent n'est plus mis sur la présentation conjointe du compte de capital et d'opérations financières. Les changements majeurs concernent les points ci-après :

- les résultats de la recherche et développement sont déclassés du compte de capital aux services de recherche et développement ;
- les avoirs des personnes changeant de résidence sont supprimés des transferts en capital pour être classés dans la PEG ;
- les transferts liés aux héritages, successions et aux grands cadeaux sont traités comme des transferts en capital, pour assurer l'harmonisation avec le Système de Comptabilité Nationale.

Compte financier

Les opérations financières sont enregistrées en termes de variations nettes d'actifs et de passifs financiers, en lieu et place de crédit et débit. Par ailleurs, les allocations de DTS sont désormais retracées dans le compte financier, au titre des engagements, alors qu'elles ne figuraient que dans la position extérieure globale dans la 5^{ème} édition.

III. LA POSITION EXTERIEURE GLOBALE (PEG)

La position extérieure globale (PEG) est définie comme étant un état statistique qui décrit, à un moment donné, la différence entre la valeur des actifs et des passifs financiers des résidents d'une économie vis-à-vis des non-résidents. La principale modification opérée dans la PEG concerne le **Compte des autres changements des actifs et passifs financiers ou compte « Autres flux »**.

Ce compte retrace les changements de volumes dans la PEG pour des motifs autres que des transactions entre résidents et non-résidents. Il s'agit notamment de tous les changements de volume d'avoirs, des engagements, des réévaluations (gains et pertes de détention) ou des reclassifications qui impactent la position extérieure globale.

Annexe 3.2. Note méthodologique sur l'évaluation du commerce non contrôlé

1. Caractéristiques du commerce non contrôlé

Le commerce extérieur non contrôlé comprend l'ensemble des flux non saisis par les statistiques douanières. Au Niger, selon qu'il s'agisse des exportations ou des importations, il se présente sous plusieurs formes.

En exportations, le commerce non contrôlé porte principalement sur les produits agro-pastoraux (bétail, oignon, niébé), en direction notamment des pays voisins. Il se caractérise par des fraudes douanières (non-enregistrement des flux, sous-déclaration des quantités, attribution de postes tarifaires erronés,..) ou bien, dans le cas du commerce transfrontalier, par des sorties échappant à l'enregistrement en raison de l'absence de postes de contrôle ou de leur contournement délibéré.

En importations, il s'agit plutôt de fraudes actives, par contournement des points de contrôle, et des sous-déclarations. Le commerce non contrôlé concerne essentiellement les hydrocarbures et les produits manufacturés dont l'importation est réglementée. L'absence d'organisation des filières agropastorales, le faible niveau d'instruction des opérateurs économiques et la longueur des frontières (notamment sur plus de 1500 km avec le Nigeria) sont des facteurs aggravants.

2. Méthodes d'estimation du commerce non contrôlé

La nécessité de la prise en compte des flux non contrôlés, en vue d'une meilleure estimation du commerce extérieur dans le cadre des travaux d'élaboration de la balance des paiements, s'est traduite au Niger par la création, par arrêté ministériel n°298/MF/E/DSCN en date du 8 septembre 2003, d'un groupe de travail pour l'estimation du commerce non contrôlé. Ce groupe est composé des principales structures productrices et utilisatrices des statistiques du commerce extérieur, notamment la Direction Générale des Douanes, la Direction Nationale de la BCEAO, l'Institut National de la Statistique (INS), la Direction de l'Analyse Economique, des Etudes Financières et de la Prévision (DAEFP), la Direction du Commerce Extérieur, la Société Nigérienne des Produits Pétroliers (SONIDEP) et la Chambre de Commerce, d'Industrie et d'Artisanat du Niger (CCIAN). La mission assignée à ce groupe de travail est de proposer une méthodologie d'évaluation du commerce non contrôlé. Sa création est intervenue à la suite des recommandations formulées par une mission du FMI sur les statistiques multisectorielles, qui a séjourné à Niamey du 21 janvier au 3 février 2003. Toutefois, à ce jour, les activités de ce groupe de travail ne sont pas effectives.

En ce qui concerne la Direction Nationale de la BCEAO, les méthodes appliquées combinent à la fois la méthode emplois-ressources par principaux produits et l'utilisation de coefficients de redressement issus des informations collectées à partir des enquêtes réalisées auprès des principaux opérateurs recensés par la CCIAN et de celles effectuées dans les villages frontaliers.



BCEAO
BANQUE CENTRALE DES ETATS
DE L'AFRIQUE DE L'OUEST

Avenue Abdoulaye Fadiga
BP 3108 - Dakar - Sénégal
www.bceao.int